

GOUVERNANCE, DIVERSIFICATION ET SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT

L'Algérie renforce son cap énergétique

L'Algérie confirme son engagement dans la transition énergétique en établissant un cap stratégique clair et cohérent. Lors de la première rencontre nationale du secteur à Alger, les ministres Mourad Adjal et Mohamed Arkab ont exposé une vision ambitieuse, alliant modernisation de la gouvernance, diversification du mix énergétique et consolidation de la sécurité d'approvisionnement. Cette feuille de route, fondée sur une complémentarité institutionnelle renforcée, projette l'Algérie parmi les acteurs énergétiques montants de la région. P 3



RECYCLAGE DES DÉCHETS Près de 20.000 opérateurs actifs dans le secteur

Les Algériens s'intéressent de plus en plus aux activités de recyclage des déchets. Le nombre d'entreprises opérant dans ce domaine en témoigne. Selon la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, près de 20.000 opérateurs activent dans le secteur du recyclage des déchets, inscrits au CNRC, aujourd'hui, contre 14.229 en 2020.

P 2

COMMERCE EXTÉRIEUR Un déficit de 711,5 milliards DA au premier semestre 2025

Le commerce extérieur de l'Algérie durant le premier semestre 2025 a été marqué par une hausse des importations de 24,8 % et une baisse des exportations de 8,5 %, selon les derniers chiffres de l'Office national des statistiques (ONS). Dans le détail, les importations ont enregistré une hausse significative de 24,8 %, atteignant 3 767,0 milliards de dinars, contre 3 018,3 milliards au cours du premier semestre 2024, précise la même source.

P 3

AVEC 47 000 TOURISTES ÉTRANGERS ACCUEILLIS EN 2024-2025

Le tourisme saharien en pleine relance

Le Sahara algérien regagne progressivement sa place sur la carte mondiale du tourisme. En présentant jeudi, devant le Conseil de la nation, un bilan détaillé de la saison touristique 2024-2025, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi, a annoncé que 47 000 touristes étrangers ont visité le désert algérien, un chiffre qui confirme la remontée en puissance d'un secteur longtemps freiné par les contraintes administratives et les perturbations internationales.

P 5

SIDI BEL-ABBÈS

**Accord de coopération
et de partenariat entre ENIE
et l'université de Jijel** P 2

CONFÉRENCE AFRICAINE SUR LA
PRODUCTION LOCALE DE MÉDICAMENTS

**Une opportunité
pour mettre en valeur les
capacités de l'Algérie** P 5

ASSURANCES

**«AM Best» attribue
des notations satisfaisantes
à la SAA** P 16

ENTREPRENEURIAT
**Une journée sur
l'accompagnement
des jeunes talents
lundi à Tlemcen**

Une journée consacrée à la promotion de la culture entrepreneuriale et à l'accompagnement des jeunes talents dans leurs parcours de création d'entreprise se tiendra lundi prochain 17 novembre à l'Université Abou Bakr Belkaid de Tlemcen, a annoncé le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) dans un communiqué. Placée sous le thème "De l'idée à l'action: entreprendre autrement", cette rencontre, initiée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le CREA, et l'association de la diaspora algérienne dédiée au développement économique "Djazpora", s'inscrit dans le cadre de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat (Global Entrepreneurship Week-GEW). Cette rencontre réunira étudiants, porteurs de projets, experts, entrepreneurs et acteurs institutionnels autour d'un programme riche et interactif.

Des conférences et panels mettront en lumière les dynamiques entrepreneuriales en Algérie ainsi que les leviers de l'innovation. Des ateliers pratiques permettront aux participants de développer leurs projets, de l'idéation à la conception d'un business-model viable. Des sessions de pitch initieront les jeunes talents à l'art de convaincre et à la communication de projet. Le CREA et Djazpora soulignent réaffirmer à travers cette initiative, leur engagement à connecter les jeunes universitaires aux réseaux économiques nationaux et internationaux et ambitionnent de favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs algériens, créatifs, solidaires et tournés vers l'avenir".

RECYCLAGE DES DÉCHETS

Près de 20.000 opérateurs actifs dans le secteur

Les Algériens s'intéressent de plus en plus aux activités de recyclage des déchets. Le nombre d'entreprises opérant dans ce domaine en témoigne. Selon la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, près de 20.000 opérateurs activent dans le secteur du recyclage des déchets, inscrits au CNRC, aujourd'hui, contre 14.229 en 2020.

Par Selma R.

Animant une conférence de presse à l'issue de la cérémonie d'ouverture de la 9e édition du Salon international de la récupération et de la valorisation des déchets (REVADE) au Palais des expositions des Pins maritimes, avec la participation d'environ 100 exposants, Mme Abdellatif a précisé que cette hausse « reflète l'intérêt croissant pour ce domaine ». L'augmentation du nombre d'opérateurs actifs dans le secteur du recyclage des déchets est due à l'adhésion de la jeune génération à l'économie circulaire, grâce aux facilités accordées en matière de création de start-up et de micro-entreprises, ainsi qu'aux efforts des ministères du Commerce et de l'Environnement, de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) et de l'Agence nationale de gestion des micro-crédits (ANGEM), a soutenu Mme Abdellatif. Elle a ajouté que l'adaptation des codes d'activités liés à ce domaine dans le registre du commerce, pour répondre aux exigences de l'économie circulaire, avait également grandement contribué à cette dynamique. La ministre a en outre souligné que cette édition

favorisera l'échange d'expériences et le développement de projets liés à l'économie circulaire, souhaitant qu'elle débouche sur des accords à même de stimuler l'investissement et d'encourager l'innovation en vue de bâtir une économie diversifiée, innovante, propre et durable. Pour sa part, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a qualifié ce salon de « tribune de sensibilisation à l'importance de la récupération et de la valorisation des déchets dans la protection de l'environnement, le renforcement de l'économie circulaire et la réalisation du développement durable », soulignant que « la coopération intersectorielle est nécessaire pour la promotion des techniques de valorisation et de recyclage ». Elle a, dans ce cadre, réaffirmé la disponibilité de son département ministériel à assurer une coordination permanente avec les acteurs concernés (ministères et entreprises économiques) pour appuyer les initiatives novatrices dans ce domaine, mettre en place un écosystème national intégré de gestion des déchets basé sur la performance et l'innovation, et favoriser la coopération entre les secteurs public et privé, tout en promouvant les partenariats africains et internationaux.

Pour sa part, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, a souligné l'importance de recourir à l'innovation et aux technologies modernes dans le recyclage des déchets, permettant ainsi l'émergence de nombreuses start-up innovantes dans ce domaine, venant s'ajouter à des centaines de micro-entreprises. Il a précisé que les déchets constituent désormais une ressource naturelle importante pouvant être utilisée dans plusieurs secteurs, notamment l'agriculture. Une convention de coopération a été signée, en marge du salon qui s'est clôturé hier samedi, entre l'entreprise Magros et l'Agence nationale des déchets (AND), visant à accompagner l'entreprise dans la collecte et le recyclage des déchets issus des fruits et légumes dans neuf (9) marchés de gros régionaux relevant de Magros. Ces déchets seront transformés en matières organiques de haute valeur destinées à soutenir le secteur agricole et à renforcer l'agriculture durable. Une deuxième convention a été également signée entre l'Association El Islah et El Irchad et la startup Moustafid spécialisée dans le recyclage des déchets recyclages.

SIDI BEL-ABBÈS

Accord de coopération et de partenariat entre ENIE et l'université de Jijel

L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbès a conclu un accord de coopération et de partenariat avec l'université Mohamed Seddik Benyahia de Jijel, visant à renforcer la collaboration dans les domaines de la recherche scientifique, de l'innovation industrielle et de la formation appliquée, a-t-on appris auprès de la cellule d'information

et de communication de cette entreprise publique. La même source a précisé que l'accord a été signé jeudi au siège de l'ENIE, en présence de son Président-Directeur Général, Bouab Abdesalem, du recteur de l'université Mohamed Seddik Benyahia, le professeur Nouredine Benali Cherif, ainsi que des cadres des deux établissements.

Il vise à développer les domaines de la recherche, de la formation appliquée à travers l'échange d'expertises et de connaissances, et à encourager des projets communs de recherche appliquée, permettant ainsi la valorisation des résultats de la recherche scientifique dans les secteurs industriel et électronique, a-t-on ajouté. Lors de cette cérémonie, les deux

parties ont souligné l'importance du partenariat entre l'université et les entreprises économiques, le considérant comme un levier pour l'innovation, un moyen de valoriser les compétences nationales, et une source d'impulsion pour le développement durable ainsi que pour le renforcement de la souveraineté technologique du pays.

BAPTISÉ "AL TAWTEEN"

Lancement d'un nouveau programme par NESDA

Par S R.

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), a annoncé, jeudi dans un communiqué, le lancement d'un nouveau programme visant à renforcer l'intégration nationale et à substituer aux importations, à travers la mise en relation entre les opérateurs économiques et les micro-entreprises en mesure de leur fournir les intrants nécessaires à la production. Baptisé "AL TAWTEEN", ce programme tend à permettre aux opérateurs économiques de substituer les intrants im-

portés par des produits et services algériens, grâce à un mécanisme de mise en relation "intelligent et rapide" avec les micro-entreprises, selon la même source. Les opérateurs actifs en Algérie peuvent adhérer à ce programme, en s'inscrivant sur la plateforme électronique dédiée à cet effet, et en communiquant les matières premières ou semi-produits, les composants ou pièces de rechange industrielles, ou encore les services (conception, ingénierie, numérisation, logistique...) importés qu'ils désirent substituer. Grâce à cette plateforme, les opérateurs économiques

peuvent consulter la liste des micro-entreprises en activité, en phase de création ou d'extension, capables de répondre à leurs besoins exprimés. Selon le choix retenu par l'opérateur économique, la NESDA assure l'accompagnement du processus, sous forme de soutien à l'entreprise choisie, ou l'accélération des démarches de création de la micro-entreprise ou de l'extension de ses activités. A l'issue du processus, la NESDA délivre une certification au profit des deux parties (l'opérateur et la micro-entreprise) attestant la substitution des intrants importés dans la chaîne de production par des produits

ou services locaux. Le programme "AL TAWTEEN" représente une étape "stratégique" pour soutenir le taux d'intégration économique locale, et développer des chaînes de production nationales intégrées et durables, de même qu'il renforce les capacités des entreprises nationales et encourage l'intégration des différents acteurs de l'économie nationale. Il permet également de consolider la résilience économique nationale face aux fluctuations du marché extérieur, ainsi que de réduire les coûts de production et les charges liées à l'importation, conclut le communiqué.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

GOUVERNANCE, DIVERSIFICATION ET SÉCURITÉ
D'APPROVISIONNEMENTL'Algérie renforce son cap
énergétique

L'Algérie confirme son engagement dans la transition énergétique en établissant un cap stratégique clair et cohérent. Lors de la première rencontre nationale du secteur à Alger, les ministres Mourad Adjal et Mohamed Arkab ont exposé une vision ambitieuse, alliant modernisation de la gouvernance, diversification du mix énergétique et consolidation de la sécurité d'approvisionnement. Cette feuille de route, fondée sur une complémentarité institutionnelle renforcée, projette l'Algérie parmi les acteurs énergétiques montants de la région.

Par Adem A.

Dès l'ouverture, Mourad Adjal a indiqué que cette rencontre constituait l'occasion d'évaluer les acquis récents et de définir une trajectoire précise pour les années à venir. Il a rappelé que la priorité demeure l'amélioration du service public énergétique, conformément aux orientations du président de la République. Les taux de couverture atteints 99 % pour l'électricité et 72 % pour le gaz, illustrent, selon lui, des avancées concrètes, tout en garantissant les besoins croissants de l'industrie et de l'agriculture. La réorganisation institutionnelle opérée en septembre s'inscrit dans cette dynamique. « La création du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables est l'expression directe de la volonté du Président d'accélérer la transition énergétique et de mobiliser l'ensemble de nos ressources pour créer un mix énergétique équilibré », a-t-il affirmé. Ce changement structurel est accompagné de nouveaux décrets exécutifs et d'une circulaire destinée à clarifier les missions et à assurer la continuité du fonctionnement institutionnel, tandis que la digitalisation devient un levier central pour moderniser la gestion et le pilotage du secteur. Au cœur

de cette transition, Mourad Adjal a mis en avant l'objectif d'atteindre 15 000 MW d'énergies renouvelables d'ici 2035. La première phase, portant sur 3 200 MW à déployer dans 14 wilayas, est déjà lancée. Parallèlement, un vaste programme d'électrification solaire des zones isolées sera engagé, particulièrement dans le Sud, à travers des systèmes individuels et des stations photovoltaïques hors réseau. Le ministre a également rappelé l'avancement de la feuille de route nationale de l'hydrogène vert, entrée en phase expérimentale, ainsi que l'orientation du centre de recherche nucléaire vers la production d'isotopes et de radiopharmaceutiques destinés à réduire les importations et à renforcer la prise en charge médicale. De son côté, Mohamed Arkab a insisté sur la portée stratégique de cette rencontre, qu'il considère comme un espace privilégié de coordination. Selon lui, « il traduit la vision de l'État qui veut moderniser l'énergie et les mines pour en faire des moteurs durables de la croissance ». Il a souligné que « la complémentarité est la clé d'une performance durable », particulièrement dans un secteur aussi technique que celui des hydrocarbures, où, comme il l'a rappelé, « la maîtrise technique, financière et géopoliti-

que est fondamentale ». Cette logique s'accompagne de priorités telles que la modernisation du raffinage, de la pétrochimie et de la logistique. En parallèle, le secteur minier connaît une dynamique ascendante, portée par un nouveau cadre juridique et la valorisation des ressources stratégiques, afin de renforcer l'intégration de l'Algérie dans les chaînes de valeur mondiales. Le ministre a également rappelé le rôle central des directions de wilaya, affirmant qu'elles constituent « la colonne vertébrale de l'application des politiques publiques. Leur travail quotidien sur le terrain conditionne la réussite de toute la stratégie nationale ». Les travaux du forum ont été enrichis par plusieurs présentations techniques portant sur l'organisation institutionnelle, les relations professionnelles, les orientations budgétaires et la modernisation du système d'information. La rencontre s'est achevée sur un appel à la mobilisation et à la continuité des efforts. En conclusion, Mourad Adjal a réaffirmé la confiance qu'il place dans les capacités du secteur : « Nous avons les capacités humaines et techniques pour hisser l'Algérie au rang des leaders énergétiques de demain », a-t-il déclaré, saluant l'engagement de l'ensemble des travailleurs.

COMMERCE INTÉRIEUR

La ministre Mme Abdellatif reçoit une délégation de l'UGCAA

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a reçu une délégation de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), conduite par son Secré-

taire général, Issam Bedrissi, en présence des présidents des fédérations affiliées à l'Union, indique samedi un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue au siège du ministère dans le cadre des rencontres consul-

tatives et de coordination consacrées à l'examen des préoccupations des commerçants, a permis de passer en revue l'état global du commerce intérieur et d'évaluer les conditions d'approvisionnement, précise la même

source. La rencontre a également été l'occasion de discuter des préoccupations des commerçants et des artisans, notamment en ce qui concerne l'organisation des marchés et la régulation des prix.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Un déficit de 711,5 milliards DA au premier semestre 2025

Par Sirine R

Le commerce extérieur de l'Algérie durant le premier semestre 2025 a été marqué par une hausse des importations de 24,8 % et une baisse des exportations de 8,5 %, selon les derniers chiffres de l'Office national des statistiques (ONS). Dans le détail, les importations ont enregistré une hausse significative de 24,8 %, atteignant 3 767,0 milliards de dinars, contre 3 018,3 milliards au cours du premier semestre 2024, précise la même source. En revanche, ajoute-t-elle, les exportations ont connu une baisse de 8,5 %, s'établissant à 3 055,6 milliards de dinars contre 3 338,3 milliards un an auparavant. Cela a entraîné un déficit commercial de 711,5 milliards de dinars et un recul du taux de couverture à 81,1 %. Les termes de l'échange enregistrent une baisse, passant de 131,4 % au 1er semestre 2024 à 125,3 % au 1er semestre 2025.

Concernant l'évolution des prix, les chiffres de l'ONS indiquent que les prix à l'exportation de marchandises ont connu une baisse de 7,4 % par rapport au premier semestre 2024, et les prix à l'importation de marchandises enregistrent, de leur côté, une diminution de 2,8 % durant la même période. Cependant, malgré cette baisse des prix, le volume des importations a fortement augmenté (+28,4 %), tandis que celui des exportations a légèrement baissé (-1,2 %). Au premier semestre 2025, les prix à l'importation de marchandises ont enregistré une baisse de 2,8 % par rapport à la même période de 2024. Cette diminution a concerné les catégories suivantes : les articles manufacturés divers (-14,6 %), les produits chimiques et produits connexes (-10,7 %), les machines et matériel de transport (-6,4 %), les matières brutes non comestibles, sauf carburants (-4,5 %) et enfin les boissons et tabacs (-0,4

%). Les hausses les plus marquées ont été observées pour les catégories « Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes » (+28,1 %) et « Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale » (+16,3 %) au cours de la même période. Concernant les indices à l'exportation de marchandises au 1er semestre 2025, la valeur des exportations a diminué de 8,5 % par rapport à la même période de 2024, en raison d'une baisse combinée des volumes (-1,2 %) et des prix (-7,4 %). Cette baisse des prix s'explique principalement par le recul enregistré dans la catégorie des hydrocarbures, dont les prix ont baissé de 8,2 % et les volumes ont également diminué de 2,1 %. Les exportations hors hydrocarbures ont, quant à elles, enregistré une hausse en volume de 8,6 % et une hausse des prix de 3,0 %, soit une augmentation globale en valeur de 11,8 % sur la période.

PÉTROLE ET GAZ
L'Opep et le Gecf appellent à davantage d'investissements mondiaux

Par R E.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) ont souligné le "besoin urgent" d'investissements soutenus et à long terme dans les hydrocarbures et ce, face à la croissance continue de la demande pétrolière et gazière mondiale, à l'occasion de leur 6e réunion de haut niveau du dialogue énergétique, tenue vendredi dans la capitale autrichienne Vienne. Cette rencontre coprésidée par Haitham Al-Ghais, secrétaire général de l'OPEP, et Mohamed Hamel, secrétaire général du GECF, a examiné l'évolution du marché du pétrole et du gaz, les perspectives à long terme, la collaboration en matière de données énergétiques et les activités conjointes menées en amont et pendant la COP30. Les deux organisations "ont mis en garde contre un sous-investissement persistant" malgré la croissance attendue de la demande à long terme, précise un communiqué de l'Opep, ajoutant que "selon les projections du GECF sur les perspectives mondiales du gaz à l'horizon 2050, 11.100 milliards de dollars seront nécessaires pour assurer l'approvisionnement futur en gaz, tandis que les perspectives mondiales du pétrole à l'horizon 2050 de l'OPEP estiment à 18.200 milliards de dollars les besoins de l'industrie pétrolière mondiale". Notant l'importance d'une communication claire pour garantir un climat favorable aux investissements à long terme, M. Al-Ghais a réaffirmé l'importance du pétrole et du gaz en tant que sources d'énergie abordables et fiables pour répondre à la demande énergétique future croissante. Selon les projections de l'Opep concernant les perspectives pétrolières mondiales, la demande énergétique mondiale devrait augmenter de 23 % d'ici 2050, la demande mondiale de pétrole atteignant 123 millions de barils par jour, et la part combinée du pétrole et du gaz dans le mix énergétique mondial restant supérieure à 50 % jusqu'en 2050, selon le communiqué. La consommation mondiale de gaz naturel, relève le SG de l'Opep, "devrait augmenter de 1,6 % en 2025, tandis que la demande mondiale de pétrole devrait croître de 1,3 million de barils par jour. C'est un record après l'autre, année après année". "Le gaz naturel demeure le combustible hydrocarboné dont la croissance est la plus rapide et un pilier indispensable des futurs systèmes énergétiques. Il est essentiel non seulement pour la production d'électricité et les usages industriels, mais aussi pour fournir des solutions de cuisson, de refroidissement et de chauffage plus propres aux populations du monde entier", a affirmé de son côté M. Hamel. Citant les perspectives mondiales du gaz du GECF à l'horizon 2050, il a noté que la demande mondiale de gaz devrait augmenter de plus de 32 % d'ici 2050, soutenue par l'expansion démographique, la croissance économique et l'amélioration du niveau de vie.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

23 labels de projet innovant attribués à des étudiants au cours de cette semaine

Vingt-trois (23) labels de projet innovant ont été attribués, au cours de cette semaine, à des étudiants issus de différentes universités du pays, dans le cadre de la démarche visant à atteindre 20.000 start-up et micro-entreprises, indique, vendredi, un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Les projets ayant obtenu ce label au cours de cette période proviennent des universités des sciences et de la technologie Houari Boumedienne (USTHB), d'Oum El Bouaghi, de Tizi Ouzou, de Blida 2, de Djelfa, de Tiaret, des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed Boudiaf (USTO) et de Sidi Bel Abbas, ainsi que de l'Ecole normale supérieure (ENS) de Kouba et de l'Ecole nationale supérieure de Management (ENSM). Des projets d'étudiants des universités de Mila, Médéa, Relizane, Sétif 1 "Ferhat Abbas", Batna 2 et Chlef ont également obtenu ce label. Dans le but de stimuler l'esprit de compétitivité et de renforcer le rôle économique de l'université, le ministère avait annoncé précédemment le lancement du challenge national "Proto Market" visant à "transformer les idées innovantes des universitaires en prototypes commercialisables, puis en start-up", conformément aux engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, prévoyant la création de 20.000 start-up à l'horizon 2029.

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie réceptionne son premier aéronef



La compagnie nationale, Air Algérie, a réceptionné jeudi à l'Aéroport international Houari-Boumedienne, son premier avion dans le cadre du programme de renouvellement et d'élargissement de sa flotte, à même de donner un nouveau souffle à l'activité du transporteur national aux niveaux régional et international à moyen terme, et ce lors d'une cérémonie supervisée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud. Il s'agit d'un avion de type Airbus A330neo de 308 sièges, dont le premier vol commercial est prévu vers Montréal (Canada) samedi prochain. Intervenant à cette occasion, M. Sayoud a affirmé que l'acquisition de l'aéronef, baptisé "Novembre 54", marque "le début effectif vers la concrétisation d'une vision globale de développement du transport aérien national et de renforcement de la place de l'Algérie sur la scène internationale" et ce conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le ministre a indiqué que le nouveau programme "permettra à la compagnie d'étendre son réseau de vols vers les pays africains, les capitales arabes et les grandes villes du monde et de recouvrer sa place concurrentielle au niveau international", ajoutant que "le programme de renouvellement de la flotte répond à la demande croissante sur le transport aérien, et assure aux voyageurs des services de "meil-

leure qualité avec plus de confort", d'où la nécessité de créer une nouvelle dynamique au niveau des aéroports nationaux, à les projets de développement et de modernisation. Pour sa part, le Pdg d'Air Algérie, Hamza Benhamouda a affirmé que la réception de cet aéronef marque "une nouvelle étape dans le processus de développement de la flotte nationale, et une avancée qualitative dans la vision opérationnelle et des services futurs de la compagnie", soulignant que le lancement du programme d'élargissement et de renforcement de la flotte intervient "en ce mois glorieux de novembre, mois des épopées, des sacrifices et de la fierté, où se révèlent la grandeur de la volonté et la suprématie de l'appartenance nationale." M. Benhamouda a souligné que l'intégration de ce nouvel appareil au sein de la flotte de la compa-

gnie ouvre des perspectives plus étendues pour le développement des réseaux et l'ouverture de nouvelles lignes, renforçant ainsi la connectivité entre l'Algérie et son environnement continental et international, l'objectif étant, a-t-il ajouté, de faire de "l'aéroport d'Alger un point de rencontre et de mouvement, et un espace de transit avancé reliant l'Afrique à l'Europe et à l'Asie, selon une vision claire et un processus étudié". Il a précisé que "la flotte d'Air Algérie compte actuellement 55 avions, en sus de 15 appareils relevant de la compagnie aérienne Domestic Airlines, et sera renforcée progressivement au cours de la phase actuelle par la réception de 16 nouveaux avions, dont deux appareils supplémentaires de type Airbus A330-900, en raison des performances opérationnelles élevées et de l'économie de carburant qui caractérisent ce modèle".

FEUX DE FORÊTS

52 incendies maitrisés en 24 h

La Protection civile a annoncé, hier samedi, avoir éteint 52 incendies de manière définitive dans plusieurs wilayas du pays, tandis que cinq autres foyers font toujours l'objet d'une surveillance active. Selon le bilan couvrant la période du 14 au 15 novembre 2025, un total de 57 incendies a été enregistré, touchant des zones forestières, des broussailles et des maquis dans différentes régions. Dans la wilaya de Tipasa, les équipes ont réussi à maîtriser des incendies au niveau de Douar Boukheldidja (Larhat), la forêt Amarsha (Meslamoun), la forêt Bouzoula (Hadjara Ennouss), la forêt Choula (Beni Milek) et Douar Ikhouane Mersli (Meslamoun).

Dans la wilaya de Médéa, des feux ont été éteints à Khazroun (El Hamdania), à Hammam Essalihine (Berrouaghia) et à Ben Salah (Deux Bas-sins). La wilaya de Tizi Ouzou a également été touchée, avec l'extinction d'incendies à Sidi Ali Bounab (Tadmaït), au village Ihmizioun (Azeffoun), sur la RN24 (Ifliessen) et à Igher Mehdi (Athi Zikki). À Aïn Defla, les équipes ont éteint des feux à Oued El Khmiss (Aïn Bouyahia) et dans une forêt privée appartenant à la famille Takour. Un incendie a également été maîtrisé dans la région d'Oued Outtar (Beni Haoua), dans la wilaya de Chlef. De nombreux incendies ont été éteints dans la wilaya de Béjaïa, notamment à Boukhiama, El Marj waman, Ighil

Ouzghan (Amizour), Msabbah et Jermana (Aokas), Tizerrar et Essour Aït Mbarek (Aït Smail), Iqlimim Yeker (Akfadou), Kafri da (Taskeriout), Imeghrath (Barbacha), Azaâghar (Kherrata) et Aït Bouchrit (Souk El Tenin). Dans la wilaya de Jijel, un incendie a été éteint à Tafagout (Oued El adjoul). D'autres feux ont été maîtrisés dans la wilaya de Boumerdès, notamment à Bouaidel – village Tala Mehdi (Ammal), ainsi que dans la commune d'Ouled Aïssa. À Sétif, un incendie a été éteint au village Aftis (Bouandas). Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont parvenues à maîtriser des feux dans les zones de Mahajra Bourouis (El Hadaïk) et Lahadjamiya

(Kerkara), tandis qu'un incendie reste sous surveillance à Bouzouri (Ouled Attia), dans la wilaya de Skikda. Deux incendies ont été éteints dans les forêts de Bounedja et Fedj El Besbas (Guerarm Gouga), dans la wilaya de Mila. D'autres feux ont été maîtrisés dans les régions de Mechroha, ainsi qu'à El Maïda (Souk Ahras). Un incendie a également été éteint au mont Bougafaar (El Houidjebat), dans la wilaya de Tébessa, ainsi qu'un autre à Ferkioa (Boukram), dans la wilaya de Bouira. Les opérations de surveillance se poursuivent dans les zones où persiste le risque de reprise, en raison des conditions climatiques favorables à la propagation des feux.

FACTURES TÉLÉPHONIQUES IMPAYÉES

Algérie Télécom invite les abonnés à régulariser leur situation

L'entreprise "Algérie Télécom" a invité les abonnées ayant des factures téléphoniques impayées, à régulariser la situation de leurs créances dans les meilleurs délais, afin d'éviter toute interruption provisoire du service, et ce à partir de samedi, indique, jeudi, un communiqué de l'entreprise. Les concernés peuvent régler leurs factures téléphoniques facilement, sans avoir besoin du numéro de facture ni de se déplacer, et ce grâce au service du e-paiement accessible via le lien suivant: "https://paiement.at.dz/AR/index.php?p=dette_paiement", précise le communiqué. Le règlement des factures peut se faire également par différents moyens tels que l'application "My Idoom" d'Algérie Télécom, "Espace Client", la plateforme de e-paiement d'Algérie Télécom ainsi que les applications "BaridiMob" et "Wimpay", ou encore au niveau des agences commerciales de l'entreprise. Algérie Télécom rappelle que son service client reste à disposition pour toute demande de renseignements, via ses comptes sur les réseaux sociaux ou le numéro 12, conclut la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,36	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 404,00	1400,00	-0,28	-0,63	-1,02	9,00	5,56	9275	12 985 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2501,00	0,00	1,31	3,61	6,65	6,40	40	100 040,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	3,43	1,86	10,97	5,43	21932	50 443 600,00
EGH El Aurassi	AUR	380,00	361,00	-5,00	-6,42	-9,46	4,56	-	40	14 440,00
SAIDAL	SAI	385,00	NC	0,00	-2,18	-4,00	3,64	5,45	0	0,00

AVEC 47 000 TOURISTES ÉTRANGERS ACCUEILLIS EN 2024-2025

Le tourisme saharien en pleine relance

Le Sahara algérien regagne progressivement sa place sur la carte mondiale du tourisme. En présentant jeudi, devant le Conseil de la nation, un bilan détaillé de la saison touristique 2024-2025, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi, a annoncé que 47 000 touristes étrangers ont visité le désert algérien, un chiffre qui confirme la remontée en puissance d'un secteur longtemps freiné par les contraintes administratives et les perturbations internationales.

Par Réda Hadi

Ce rebond notable intervient dans le sillage de l'adoption du visa de régularisation, une procédure simplifiée qui permet aux visiteurs étrangers, notamment ceux engagés dans des circuits organisés, de régulariser leur entrée sur le territoire national. Cette mesure, saluée par les professionnels du secteur, a contribué à fluidifier l'accès au Sahara et à renforcer l'attractivité des grandes destinations sahariennes. À ce regain de fréquentation s'ajoute un autre indicateur significatif : 280 agences de voyages algériennes sont désormais actives dans la promotion et l'organisation du tourisme saharien, traduisant une mobilisation croissante des opérateurs nationaux et un intérêt renouvelé des touristes pour les paysages et les cultures du Sud. Interrogée sur la stratégie nationale visant à accélérer la relance du secteur, notamment dans l'Ahaggar, Mme Meddahi a souligné que la politique du ministère repose sur la relance du tourisme national et le développement du tourisme intérieur, avec un accent particulier sur les régions désertiques. Elle a rappelé que les principaux pôles sahariens à l'instar de Djanet, Tamanrasset, Ghardaïa, Biskra, El Oued, la Saoura et le Gourara disposent d'atouts naturels et culturels «suffisants et uniques pour attirer un flux important de touristes». Ces régions combinent paysages majestueux, sites archéologiques millénaires et traditions locales vivantes, autant d'éléments susceptibles d'ancrer le Sahara algérien comme une destination internationale de premier plan. Pour soutenir cette orientation, le ministère

mise sur la valorisation des ressources touristiques locales, l'amélioration des circuits, la réhabilitation des sites archéologiques et la promotion du tourisme durable. Des plans locaux de développement touristique ont été introduits dans plusieurs wilayas du Sud, visant notamment à structurer l'accueil, améliorer les services et renforcer l'offre d'hébergement. Au-delà des chiffres, Mme Meddahi a longuement insisté sur un autre levier majeur de développement : l'artisanat, en particulier celui porté par les femmes des régions sahariennes. Selon la ministre, le secteur adopte une approche pragmatique visant à renforcer les capacités des artisanes, améliorer la commercialisation de leurs produits et préserver les métiers traditionnels. Chaque année, plus de 100 femmes bénéficient ainsi de formations gratuites dans des spécialités diverses : tissage de tapis, poterie, extraction d'huiles essentielles, fabrication de savon ou transformation de produits agricoles locaux. Pour la seule année 2025, plus de 2 000 femmes ont été formées au sein des Chambres de l'artisanat, un chiffre en progression constante. Ces formations constituent un soutien essentiel pour l'économie locale et contribuent à enrichir l'offre touristique, l'artisanat étant l'un des premiers vecteurs de rencontre entre visiteurs et communautés. Dans ce cadre, Mme Meddahi a indiqué que des instructions particulières seront données aux stations thermales publiques pour consacrer des espaces permanents d'exposition aux produits des artisanes. De nombreux établissements hôteliers réservent déjà des espaces dédiés à l'artisanat traditionnel. Des mesures fortes pour relancer le tourisme, avec un focus

accru sur le Sud. Pour conclure son intervention, la ministre a mis en avant un ensemble de mesures stratégiques visant à consolider la relance du tourisme national, en particulier dans le Sahara, considéré comme le moteur le plus prometteur du secteur. Ces mesures, déjà en cours de déploiement, visent non seulement à augmenter le nombre de visiteurs, mais aussi à structurer durablement l'activité. Parmi les principales actions engagées, il y a la simplification des procédures d'entrée, grâce au visa de régularisation et à l'allègement des formalités pour les circuits touristiques encadrés. Le renforcement des dessertes aériennes vers le Sud, avec l'ouverture de nouvelles lignes et l'amélioration des fréquences vers Djanet, Tamanrasset et d'autres wilayas sahariennes. Le développement des infrastructures d'hébergement, par l'encouragement d'investissements publics et privés dans les hôtels, les camps touristiques, les maisons d'hôtes et les lodges écologiques, ont participe aussi à cet essor. Le ministère a aussi lancé une promotion internationale du Sahara algérien, via une participation accrue aux salons touristiques mondiaux et des campagnes ciblées sur les marchés européens et asiatiques. Par ailleurs, entre autres mesures, il faut souligner, le soutien massif à l'artisanat et aux PME locales, en consolidant la formation et en intégrant la production artisanale dans les circuits touristiques. Grâce à ces actions, le Sud algérien s'impose progressivement comme le cœur de la stratégie nationale de relance touristique. Un positionnement qui pourrait, à terme, faire du Sahara l'un des principaux moteurs de croissance économique et culturelle du pays.

INDUSTRIE

Lancement d'un diagnostic global des unités en difficulté

Synthèse S R.

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a indiqué, jeudi à Alger, que son département ministériel avait entamé une opération de classification et de diagnostic approfondi des unités industrielles confrontées à des difficultés financières et de production, en vue d'améliorer leur situation et leur rendement et ce à travers l'implication de commissions d'experts qui se déplaceront vers ces unités. Lors d'une plénière au Conseil de la nation consacrée aux questions orales, présidée par Azouz Nasri, président du Conseil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, M. Bachir a précisé qu'un certain nombre d'unités industrielles connaissaient un gaspillage dans l'exploitation du foncier industriel, en plus de difficultés financières et de production, le ministère ayant procédé ainsi à leur classification afin qu'elles fassent l'objet d'un suivi particulier et d'un diagnostic approfondi par des équipes d'experts chargées de formuler des propositions concrètes pour relancer leur activité. L'objectif de cette démarche est d'améliorer les performances, d'employer la main-d'œuvre et d'atteindre la

rentabilité, notamment par la recherche de nouveaux partenariats bénéfiques pour ces unités et l'exploitation du foncier industriel excédentaire pour la réalisation de projets supplémentaires, a ajouté le ministre. A ce titre, M. Bachir a évoqué la situation de l'Entreprise nationale de Grande menuiserie de l'Est (DIVINDUS AMM Ex GME), dans la wilaya d'El Tarf, qui enregistre une amélioration grâce à une meilleure maîtrise de la rentabilité économique et de l'autofinancement. Le plan de redressement de cette entreprise prévoit l'élargissement de ses activités à la menuiserie aluminium et plastique, ce qui permettra la création de nouveaux emplois. S'agissant du groupe des industries agroalimentaires "AGRODIV", le ministre a indiqué que le groupe fait face à "une forte concurrence", sur un marché où il détient 20% de la production de farine, 20% de la semoule, 9% de l'huile de table et 8% des pâtes alimentaires, précisant que le groupe AGRODIV met en œuvre un programme structurel visant à contribuer à la garantie de la sécurité alimentaire nationale. Ce programme prévoit l'approvisionnement régulier du marché national en produits de large consommation, la commercialisation à des

prix compétitifs, la réhabilitation des unités de production, le renforcement de l'intégration entre les activités agricoles et industrielles, ainsi que le développement d'un centre de recherche et d'innovation pour la production d'aliments sains, outre l'établissement de partenariats scientifiques avec les universités et les centres de recherche nationaux, ajoute le ministre. M. Bachir a également souligné que le groupe disposant d'un réseau de 420 points de vente à travers le territoire national, œuvre à renforcer ses capacités de stockage et de commercialisation, notamment dans les wilayas du Sud et les zones éloignée afin d'assurer une distribution équitable et la stabilité des prix. Le groupe développe également un système numérique de suivi du stock national des produits sensibles. S'agissant du contrat conclu entre le groupe AGRODIV et l'Office national des œuvres universitaires (ONOU) pour l'approvisionnement des résidences universitaires en denrées alimentaires, et dont l'entrée en vigueur est prévue pour janvier 2026, M. Bachir a affirmé que les préparatifs sont en cour afin d'assurer un stock suffisant couvrant trois mois, garantissant ainsi un approvisionnement régulier des résidences universitaires.

CONFÉRENCE AFRICAINE SUR LA PRODUCTION LOCALE DE MÉDICAMENTS
Une opportunité pour mettre en valeur les capacités de l'Algérie

Par R E.

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a souligné, jeudi à Alger, l'importance de la Conférence ministérielle africaine sur la production locale des médicaments et des technologies de santé en Afrique, qu'abritera l'Algérie fin novembre, d'autant plus qu'elle permettra d'aboutir à une feuille de route continentale pour renforcer la production pharmaceutique, et de mettre en valeur les capacités de l'Algérie dans ce domaine, laquelle regroupe plus du quart des usines de médicaments opérant sur le continent. Lors d'une conférence de presse sur cet événement africain, prévu du 27 au 29 novembre au Centre international de conférences "Abdelatif-Rahal", sous le thème "Une industrie pharmaceutique locale pour une Afrique intégrée et forte", le ministre a précisé que la rencontre vise à élaborer une feuille de route commune pour promouvoir la production locale de médicaments en Afrique, et mettre en avant les capacités de l'Algérie dans ce domaine et les opportunités d'exportation vers les pays du continent. Rappelant les étapes franchies par le pays dans l'industrie pharmaceutique, M. Kouidri a fait savoir que l'Algérie abrite 27% des usines de médicaments du continent africain, soit 250 unités de production sur un total de 650, et couvre 82% de ses besoins nationaux en médicaments grâce à la production locale, affichant la volonté de l'Algérie de partager son expertise et son savoir-faire avec les autres pays africains. Cet événement continental, qui sera organisé en coordination avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et avec l'appui de partenaires régionaux et internationaux, réunira les ministres africains de la Santé, de l'Industrie et du Commerce, ainsi que des représentants d'organisations internationales et régionales, d'institutions financières, du secteur privé et d'organismes scientifiques, afin de débattre de plusieurs thématiques stratégiques. De son côté, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, M. Phaniel Habimana, a affirmé que la tenue de cette conférence "constitue un défi stratégique majeur" pour l'Afrique et une étape vers la réalisation de la souveraineté sanitaire, à travers l'établissement d'une industrie pharmaceutique locale forte et durable. Après avoir salué les efforts de l'Algérie dans l'organisation de cette Conférence, le représentant de l'OMS a rappelé que "70 à 90% des médicaments utilisés en Afrique sont importés, et que 99% des vaccins sont également importés, alors que le continent ne compte que 650 usines pharmaceutiques". Il a également évoqué les résultats de la réunion des ministres africains de la Santé tenue à Brazzaville en 2024, estimant que "l'Algérie est bien positionnée pour servir de modèle en matière d'investissement dans l'industrie pharmaceutique pour les pays africains".

BLIDA

Prévision de production de plus de 4,5 millions de quintaux d’agrumes

Une production de plus de 4,5 millions de quintaux d’agrumes est attendue dans la wilaya de Blida, durant la campagne agricole en cours (2025-2026), a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction des services agricoles (DSA).

La wilaya, réputée à l’échelle nationale pour sa production agrumicole, s’attend à engranger une production de 4.509.275 quintaux, soit une moyenne de rendement estimée à 226 quintaux/hectare, a indiqué à l’APS, la responsable de la filière agrumes à la DSA, Djamila Daoudi.

Elle a souligné que la wilaya "a réalisé une production record d’agrumes durant la campagne écoulée, estimée à 4.962.909 quintaux de différentes variétés, ce qui avait contribué à la baisse des prix".

La responsable a cité parmi les variétés d’agrumes dont la production devrait augmenter cette année, le citron, avec une prévision de 377.735 quintaux, contre 356.274 quintaux lors de la saison écoulée. Selon Mme Daoudi, cette hausse attendue dans la production de citron s’explique par l’extension des superficies agricoles dédiées à sa culture, passant de 1.263 hectares l’an dernier à 1.409 hectares au cours de la campagne agricole en cours.

A noter que la production de ce fruit à Blida représente près de 44 % de la production nationale, ce qui permet de couvrir une part importante des besoins du marché national en la matière, selon la cheffe du service des statistiques à la DSA, Hadjira Belgherbi.

TLEMCEN

Extinction définitive de trois incendies

Les services de la Protection civile de la wilaya de Tlemcen ont réussi à éteindre trois incendies qui se sont déclarés, jeudi soir, dans plusieurs communes de la wilaya, ont indiqué, vendredi, ces services.

Le capitaine Djamila Abboudi a fait savoir à l’APS que le premier incendie s’est déclaré le long de la route nationale N.22, dans la commune de Mansourah. Il a endommagé une superficie estimée à 5 000 m² de broussailles et d’herbes sèches, ainsi que quelques arbres de type "eucalyptus". Le feu a été maîtrisé après l’intervention de 18 agents de la Protection civile de différents grades et la mobilisation de cinq camions de pompiers.

La Protection civile a aussi mobilisé trois camions de pompiers et 12 agents pour éteindre un deuxième incendie qui s’est déclaré dans la forêt de Souk El-Tlata, dans la daïra de Nedroma, causant des pertes estimées à 800 m² de broussailles et 17 arbres fruitiers endommagés.

Quant au troisième incendie, il s’est déclaré dans la forêt de "Zelboun", au village d’Ouled Ben-ziane, dans la commune de Beni Mustar, et a été maîtrisé après l’intervention de 30 agents avec quatre camions de pompiers, selon la même source.

BOUIRA

Une wilaya aux potentialités touristiques et naturelles prometteuses

La wilaya de Bouira, grâce à sa position géographique stratégique, dispose d'un important potentiel culturel et naturel, qui doit être valorisé et préservé, pour en faire un pôle touristique et une destination attractive, affirment les responsables locaux du secteur du tourisme.

Connue pour ses massifs montagneux et ses plaines, la wilaya de Bouira est incontestablement une des destinations privilégiées des touristes, notamment durant la saison hivernale. Afin de tirer profit de ses richesses, plusieurs projets ont été réalisés ces dernières années pour renforcer les capacités d'accueil, dont des hôtels (plus de 800 lits), ainsi que des parcs et des espaces de loisirs pour les familles, à l'image d'Ab Parc, réalisé en plein centre-ville de Bouira.

"Les 11 hôtels dont dispose la wilaya ont permis de renforcer considérablement les capacités d'accueil. Et, d'autres projets pour faciliter l'accès aux sites, comme Tikjda, Dirah, Tala Rana à Saharidj, ainsi qu'à El Hachimia, ou encore le complexe thermal de Fraxen, et le stationnement des véhicules sont achevés ou en cours de réalisation", a expliqué à l’APS la directrice du Tourisme et de l’Artisanat, Samira Moumen.

Au Centre national de sport et de loisirs de Tikjda (CNSLT), qui attire chaque année des milliers de visiteurs, deux unités hôtelières ont été réhabilitées et les travaux sont en cours pour la rénovation d'une troisième, a fait savoir la responsable.

"L'objectif est de moderniser et booster le secteur touristique de la wilaya de Bouira", a-t-elle affirmé.

Aussi, la proximité de la chaîne montagneuse du Djurdjura a encouragé les responsables du secteur à développer le tourisme de montagne, qui attire de plus en plus d'amateurs de randonnées notamment. Une dizaine de pistes, de sentiers et de parcours ont été aménagés durant ces

dernières années pour faciliter aux randonneurs l'accès aux hauteurs de Tikjda et de Saharidj, ainsi que celles de Lakhdaria et au mont de Dirah.

"La wilaya de Bouira oeuvre également à développer le tourisme culturel et thermal en mettant en valeur les sites archéologiques et naturels, ainsi que les zaouias et les complexes thermaux comme celui de Fraxen à El Hachimia", a ajouté Mme Moumen.

La station de Tikjda, qui culmine à plus de 1400 mètres d'altitude, est le site le plus prisé de Bouira. Elle attire chaque année plus de 90.000 visiteurs, dont des touristes étrangers qui viennent découvrir et admirer les magnifiques paysages.

Outre Tikjda, Bouira compte d'autres sites touristiques attractifs, comme la zone de Thala Rana, située sur les hauteurs de la commune de Saharidj, le site montagneux de Maghnine, à Bordj Khriiss, la forêt d'Er-rich, le mont de Dirah, ainsi que les sites historiques de Sour-El-Ghozlane (ex-Auzia). Elle renferme également les trois portes d'Auzia, le rempart, l'aqueduc, la nécropole, l'emplacement du théâtre romain, le fort turc à Bouira, le site touristique de Thizi-Oujavouv qui culmine à plus de 1.000 m d'altitude sur les hauteurs de Bouira, et le Tombeau du Roi "Aguelid Takfarinas", dans la commune de Hakimia.

Pour faire connaître tout ce patrimoine touristique et promouvoir cette destination, le secteur mise sur la formule de maisons d'hôtes ou l'hébergement chez l'habitant. Cette formule, qui "offre plus de liberté aux touristes, a déjà fait ses preuves" à Bouira, où

l'on compte actuellement 11 maisons d'hôtes situées à Khabouzia, Tilioua et Tizi Lqiss relevant de la commune de Taghzout, Ath Hemmad (Saharidj) et dans d'autres localités touristiques, a-t-on souligné.

Slimane fait partie des habitants de Taghzout, qui ont adhéré à cette initiative et aménagé leur maison pour accueillir les visiteurs et les touristes, proposant divers prestations à des prix très accessibles.

"Ma maison est prête à accueillir les touristes. Elle est située dans le village de Merkala, qui donne accès à plusieurs sites touristiques comme Tikjda, Mimouna à Haizer, ainsi qu'à Tizi Oujaa-vouv sur les hauteurs de Bouira", a-t-il expliqué à l'APS.

Se félicitant des progrès réalisés dans le secteur du tourisme, qui "ont fortement dynamisé l'économie locale, compte tenu du nombre d'emplois directs et indirects créés au profit des jeunes de la wilaya", la directrice du Tourisme a estimé qu'il était, néanmoins, temps de relever un autre défi, celui de préserver l'environnement local.

Il s'agit, a-t-elle dit, de sensibiliser les citoyens sur l'importance de préserver tous les atouts touristiques des sites naturels, en veillant à la propreté des lieux visités afin de protéger la faune et la flore de la région et du parc national du Djurdjura (PND).

L'accumulation des déchets et des ordures laissés par les visiteurs, notamment à Tikjda, "est une véritable menace pour la nature et pour le tourisme local."

"La lutte contre ce genre de comportement est la responsabilité de tous", a-t-elle souligné.

MASCARA

Cap sur l’amélioration du cadre de vie des habitants de la commune de Ghrouss

Plusieurs projets de développement sont en cours de réalisation dans différentes zones rurales de la commune de Ghrouss (wilaya de Mascara) dans le but d’améliorer le cadre de vie des habitants et de répondre à leurs attentes, a-t-on appris auprès des services de cette commune.

Ces projets, récemment lancés, s’inscrivent dans le cadre du programme de développement économique et social des communes, du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, ainsi que du budget communal.

Ils concernent plusieurs domaines, notamment la réalisation d’un réseau d’alimentation en eau potable dans la zone d’El Hraïzia et le renouvellement des conduites de distribution de cette source vitale dans la région d’El Battatoua.

Des travaux sont également en cours pour l’aménagement du chemin rural menant à la zone de Djouala sur une distance de 1,5 km, ainsi qu’un tronçon du chemin de wilaya N 4 en direction du village de Tass, outre le lancement d’opérations de réhabilitation et de réfection d’une école primaire dans le village de Chouala et l’aménagement d’une cantine scolaire dans une école primaire à El Hraïzia, selon la même source.

Des projets d’aménagement urbain

ont également été engagés récemment dans les villages de Bounedjma et El Hraïzia, comprenant le bitumage des routes, la réalisation de trottoirs et le renouvellement de l’éclairage public.

Par ailleurs, d’ici la fin de l’année, il est prévu d’achever plusieurs autres projets dans les regroupements ruraux de la commune, dont la rénovation et l’extension du réseau d’eau potable dans les villages d’El Halaoudja et Sidi Saïd et la réalisation de six salles de classes supplémentaires dans les écoles primaires des zones de El Hraïzia et Bounedjma.

La commune a également réceptionné plusieurs projets, notamment six nouvelles classes d’extension à l’école primaire Chahid Ghilas Ahmed à Ghrouss, une cantine scolaire à l’école Bahadjar Mohamed au hameau de El Hraïzia, outre le revêtement du chemin communal traversant les regroupements ruraux de Chouita et Bounedjma sur une distance de 2,4 km.

Par ailleurs, des citoyens résidant dans des zones rurales de la commune de Ghrouss ont exprimé leur satisfaction quant aux efforts des autorités publiques visant l’amélioration du cadre de vie des populations locales à travers la réalisation de nombreux projets répondant à leurs besoins en ma-

tière de développement.

A ce sujet, Abdellah Rezami, habitant du village d’El Hraïzia, a indiqué que la région a bénéficié, cette année, de plusieurs projets ayant un impact positif sur la population, notamment la mise en place d’un réseau d’alimentation en eau potable, saluant les efforts des autorités locales de la daïra d’Aouf et de la commune de Ghrouss dans la prise en charge des préoccupations des habitants.

De son côté, Djamel Keniche, habitant de la zone de Djouala, a indiqué que l’aménagement du chemin rural menant à cette agglomération était une revendication ancienne des habitants, récemment concrétisée.

Pour sa part, Mansour Sebais, du village de Bounedjma, a salué les services de la commune pour la réalisation du bitumage du chemin traversant cette zone rurale sur une distance de 2,4 km.

Dans la perspective de poursuivre cette dynamique de développement, les services de la collectivité locale ont indiqué avoir soumis aux autorités de la wilaya de nouvelles propositions pour l’inscription de projets prioritaires au titre du programme de développement de l’année prochaine, après avoir recensé l’ensemble des doléances des citoyens.

Tout pour le complexe militaro-industriel, rien pour le bien-être sur une planète en feu

Les exigences insatiables du complexe militaro-industriel constituent un obstacle à l'épanouissement humain sur une planète qui serait viable.

1^{ère} partie



Par Khem Rogaly (1) ;
Patrick Bigger (2)

L'augmentation des budgets militaires dans le cadre de la concurrence croissante entre les grandes puissances est une catastrophe à plusieurs égards : pour les victimes des guerres, pour une planète déjà en feu et pour les travailleurs qui ne perçoivent pas les avantages réels des conflits militaires.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis se sont auto-proclamés leaders du monde occidental, et l'ont imposé par la persuasion et la coercition. Des transferts massifs d'aide américaine ont contribué à écarter la perspective de gouvernements communistes en Europe de l'Ouest, tandis que le déploiement de troupes et de matériel américains a garanti la participation de l'Europe à un ordre militaire dirigé par les États-Unis. Aujourd'hui, Washington cherche à redéfinir les termes de la gouvernance impériale. Alors que des avions de combat F-18 bombardaient le Yémen en mars dernier, Stephen Miller, responsable à la Maison Blanche, a fait valoir que les alliés européens devraient financer ces frappes : « Si les États-Unis parviennent à rétablir la liberté de déplacement [...] en contrepartie, des gains économiques sont nécessaires, quels qu'ils soient. » Non seulement les États-Unis ont attaqué un autre pays en faisant étalage de leur puissance militaire, une habitude qu'ils ont prise au cours de décennies de leadership impérial, mais ils ont également décidé que

leurs alliés devraient en assumer les coûts.

Pour maintenir leur domination géopolitique, les États-Unis s'appuient de plus en plus sur l'utilisation de la force économique et militaire. Les alliés se voient proposer diverses options pour payer leur participation à l'empire, qu'il s'agisse d'acheter de l'énergie américaine, d'importer ses armes ou de contribuer à un fonds de réindustrialisation de la Rust Belt [La « ceinture de la rouille » est le surnom d'une région industrielle du nord-est des États-Unis, NdT J.]. À la Maison Blanche, le maintien de l'empire, et même la position des États-Unis en tant que réserve mondiale du dollar, sont présentés comme un fardeau.

Nous vivons actuellement une période de transitions multiples. L'ère de la domination unipolaire des États-Unis est révolue. En réponse au développement économique de la Chine, Washington a inauguré une nouvelle Guerre froide, caractérisée par une rhétorique belliqueuse et une tentative de rassembler des blocs économiques concurrents. Le monde se voit offrir d'un côté l'accès aux marchés de consommation américains et de l'autre des droits de douane punitifs. Les normes économiques des cinq dernières décennies de leadership américain – l'imposition abusive d'une gouvernance néolibérale – ont été mises de côté, et l'intervention de l'État n'est plus un anathème.

L'avenir de notre planète est devenu le théâtre d'une rivalité entre grandes puissances. Les alliés des États-Unis sont incités par Joe Biden à se joindre à

une Guerre froide avec la Chine concernant les énergies propres, ou par Donald Trump à choisir entre des systèmes énergétiques soit verts soit fossiles.

Chacun de ces scénarios annonce une catastrophe planétaire. Dans le premier scénario, les États se disputent les ressources et les technologies, privilégiant leurs relations avec leurs alliés plutôt que la décarbonation, par exemple en limitant les importations d'énergies vertes en provenance de Chine. Dans le second, un bloc de pays favorables aux énergies fossiles, mené par les États-Unis, mettent à mal la sécurité planétaire, tandis que les participants passent à côté des avantages de la décarbonation.

Plus préoccupants encore que cette concurrence autour du climat sont les outils retenus par Washington pour mener ce combat. Conscients de leurs limites économiques, les États-Unis ont investi massivement dans leur complexe militaro-industriel tout en doublant la mise sur les centres de données (data-centers) dans le cadre de leur politique industrielle. Cette stratégie est source de chaos et menace la sécurité de la classe ouvrière sur une planète qui se réchauffe. Il devient vital de structurer les intérêts de la classe ouvrière afin de pouvoir élaborer des politiques qui nous garantissent un avenir sûr et durable.

Militarisation de l'inter-règne

Compte tenu de la domination industrielle émergente de la Chine et de ses relations commerciales privilégiées avec

la plupart des pays du monde, les États-Unis ont décidé de s'appuyer sur leur gargantuesque machine de guerre et de s'en servir comme levier pour obtenir un avantage stratégique. En développant leur force militaire partout dans le monde, en déchaînant une violence génocidaire au Moyen-Orient et en faisant pression sur leurs alliés pour qu'ils alignent leurs dépenses militaires sur les leurs, la stratégie américaine menace de plonger le monde dans une nouvelle ère de conflits.

Confrontés à leurs limites économiques, les États-Unis ont investi massivement dans leur complexe militaro-industriel tout en doublant la mise sur les centres de données dans le cadre de leur politique industrielle.

En juillet, le « Big Beautiful Bill » de Trump a réduit les fonds alloués aux soins de santé et aux bons alimentaires tout en approuvant le premier budget militaire au monde qui atteigne mille milliards de dollars. En plus de doper les bilans des entrepreneurs privés, ces dépenses soutiennent un réseau mondial de huit cents bases militaires américaines.

Dans cette nouvelle ère, les ressources militaires consacrées à la domination du Moyen-Orient, de l'Europe et de l'Asie-Pacifique se sont accompagnées d'une volonté renouvelée d'utiliser la force brute dans l'hémisphère occidental, que ce soit en lançant des missiles Hellfire dans les Caraïbes ou en envoyant la Garde nationale dans les rues de Los Angeles.

(A suivre)

ÉGYPTE

Le Caire confie
l'exploitation de
son futur TGV à un
consortium
germano-égyptien

Le projet égyptien de TGV franchit une nouvelle étape avec la sélection d'un opérateur. La semaine passée, des essais techniques ont été lancés sur la première ligne.

L'Égypte a attribué l'exploitation de son futur réseau ferroviaire électrique à grande vitesse à un consortium germano-égyptien composé de DB International Operations (Deutsche Bahn) et d'Elsewedy Electric. D'une durée de 15 ans, le contrat impose une intégration d'au moins 95 % de personnel égyptien, ainsi qu'un transfert complet des compétences vers les équipes locales.

Cette attribution survient juste après que les autorités ont lancé, la semaine dernière, les premiers essais techniques sur la ligne 1. Celle-ci constitue la première étape d'un mégaprojet appelé à devenir l'un des plus vastes réseaux ferroviaires modernes du continent africain. Long de près de 2000 km, l'axe reliera des pôles économiques, des villes portuaires stratégiques et plusieurs destinations touristiques majeures.

Le réseau est développé par Siemens Mobility, en partenariat avec Orascom Construction et The Arab Contractors. Il prévoit à terme l'utilisation de trois types de matériel roulant : des trains à grande vitesse Velaro pour les longues distances, des trains régionaux Desiro pour les dessertes moyennes et courtes distances, ainsi que des locomotives Vectron destinées au fret.

Inscrit dans la « Vision 2030 » du gouvernement, ce programme répond aux ambitions de moderniser en profondeur les infrastructures de transport, de renforcer la logistique nationale et d'améliorer la connectivité territoriale. Depuis 2014, l'Égypte conduit une vaste réforme de son réseau ferroviaire pour réduire les accidents et rehausser la qualité du service. Les autorités estiment que la nouvelle ligne à grande vitesse contribuera à fluidifier les échanges, soutenir la dynamique économique et renforcer l'attractivité touristique du pays.

LIBYE

L'Autrichien OMV découvre
du pétrole et du gaz
dans le bassin de Syrte

Présente en Libye depuis 1975, OMV figure parmi les premières sociétés étrangères à avoir repris officiellement les activités d'exploration pétrolière fin 2023, à la suite d'un appel lancé par la National Oil Corporation (NOC) pour relancer les investissements dans l'amont pétrolier.

Plus d'un an après la reprise officielle de ses activités de prospection en Libye, OMV a réalisé une découverte combinée de pétrole et de gaz dans le bassin de Syrte, cœur historique de la production libyenne. L'information rendue publique le lundi 3 novembre 2025, a été relayée par la presse citant la NOC. Ce développement fait suite aux travaux d'exploration sur le bloc 106/4, réalisés via le puits d'exploration B1, foré à terre jusqu'à 10 476 pieds de profondeur (environ 3 193 mètres). Les tests de production ont révélé plus de 4200 barils de pétrole par jour et environ 2,6 millions de pieds cubes de gaz naturel par jour, selon les données commu-

niquées par la NOC. Cette découverte rendue publique par la compagnie d'État, constitue le premier résultat positif enregistré par l'entreprise pétrolière sur ce périmètre régi par un contrat de partage de production signé en 2008 entre les deux partenaires. Ce développement confirme le potentiel du bassin de Syrte qui concentre plus de 90 % de la production nationale et entre 80 % et 95 % des réserves prouvées, selon des données de l'U.S. Energy Information Administration (EIA) et de l'U.S. Geological Survey (USGS).

En ce qui concerne OMV, la découverte symbolise le premier résultat concluant de son programme d'exploration sur le bloc

106/4, mené avec la NOC. Elle intervient dans un contexte où des compagnies étrangères, comme Eni, BP et Sonatrach, reprennent progressivement leurs opérations en Libye, à mesure que les conditions opérationnelles dans le pays s'améliorent. Si les volumes de pétrole et gaz annoncés sont pour l'heure insuffisants pour confirmer l'existence d'un champ d'hydrocarbures commercialement viable, ils offrent néanmoins des indications encourageantes sur la possibilité d'un développement ultérieur. Le pays ambitionne de porter son plateau de production de pétrole brut à 2 millions b/j d'ici 2026 contre 1,38 million b/j en août cette année.

FAMILLE, ENFANCE, SENIORS

Ce que la Tunisie prévoit pour 2026

La Commission de la santé a tenu le jeudi 13 novembre 2025 une réunion importante consacrée à l'examen du budget 2026 du ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfance. La séance, présidée par Moncef Maaloul et Haythem Trabelsi, s'est déroulée en présence de Raouf Fekiri, Ezzdine Tayeb, Fathi Rjab, Abdelkader Ammar, Riadh Blél et Aymen Marououi. La ministre Asma Jabri y a présenté les priorités et les engagements de son département pour l'année à venir. Dès l'ouverture, la ministre a annoncé que le budget alloué à cette mission atteindra environ 287 millions de dinars. Elle a souligné que cette enveloppe traduit concrètement la volonté de l'État de bâtir une véritable politique sociale. Elle a rappelé que la famille demeure le premier espace de protection et de transmission, et que l'action de son ministère vise à en pré-

server la stabilité. L'accent est mis sur la prévention de la violence, la protection de l'enfance, la lutte contre les comportements à risque, ainsi que sur la prise en charge des personnes âgées dans une perspective de justice sociale et d'égalité.

Asma Jabri a détaillé quatre grands axes stratégiques :

- Le premier consiste à renforcer la cohésion et l'équilibre familial.
- Le deuxième vise à consolider les acquis de la femme tunisienne et à soutenir son rôle dans le développement.
- Le troisième repose sur l'accompagnement des enfants afin de garantir leur bien-être, leur protection et leur épanouissement.
- Enfin, le quatrième concerne l'élargissement des droits et des services destinés aux seniors. Ces orientations seront déployées à travers trois programmes principaux

: la femme, la famille et l'égalité des chances ; la petite enfance ; et les seniors. Une famille tunisienne fragilisée par des mutations profondes. La ministre a dressé un diagnostic précis des défis auxquels la famille tunisienne est aujourd'hui confrontée.

Elle a souligné un vieillissement démographique marqué, puisque les personnes âgées représentent désormais près de 17 % de la population, un chiffre en progression constante.

Elle a également mis en lumière l'évolution rapide de la structure familiale, l'augmentation notable des cas de divorce et la faiblesse persistante du taux d'intégration des enfants âgés de 3 à 4 ans dans les structures de la petite enfance. Autant de tendances qui appellent des réponses adaptées et rapides. Dans ce contexte, le ministère prépare un projet de loi sur la médiation fami-

liale destiné à prévenir les ruptures et à accompagner les familles en difficulté. Un autre texte est en cours d'élaboration concernant la pension alimentaire et les pensions post-divorce.

Les cahiers des charges relatifs aux institutions de la petite enfance sont en cours de révision. Un nouveau cadre réglementaire pour les assistantes maternelles à domicile est également en préparation, parallèlement à une refonte des programmes de formation de base des professionnels du secteur. La ministre a annoncé l'ouverture prochaine de seconds bureaux régionaux des délégués à la protection de l'enfance dans les gouvernorats vastes et dotés de deux tribunaux de première instance. Cette mesure vise à améliorer la réactivité, la proximité et la qualité des interventions.

MAURITANIE

«L'investissement dans l'éducation est le seul moyen
d'éliminer les disparités, de renforcer la cohésion sociale...»

Le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a affirmé que l'éducation est la pierre angulaire de tout processus de développement. Il a ajouté qu'il n'y a pas de développement durable ni de transformation sociale sans une éducation inclusive, soulignant qu'il est difficile de gérer les peuples non éduqués et facile de les dominer et de les désintégrer. De même, le sectarisme, la hiérarchie illusoire, le tribalisme et le régionalisme ne peuvent prévaloir dans les sociétés éduquées. Son Excellence a ajouté, dans son intervention lors d'une réunion tenue avec les cadres de la moughataa d'Adel Bagrou, lundi soir, que la solution radicale aux disparités économiques et sociales ne peut être réalisée que par la science, rappelant que la Mauritanie travaille actuel-

lement à jeter les bases d'une éducation de qualité pour ses enfants à travers la décision d'adopter le projet de l'École Républicaine, prise il y a 4 ans. Le Président de la République a déclaré que le lancement de la mise en œuvre du projet de l'École Républicaine, considéré comme nécessaire et approprié pour la cohésion de nos générations et l'intérêt général de notre pays, nécessite des investissements importants dans les infrastructures, soulignant que plus de 5400 salles de classe ont été construites et 13 000 enseignants recrutés, en plus de l'élaboration d'un plan futur pour les deux prochaines années pour construire 8 000 salles de classe et recruter des milliers d'enseignants.

Il a indiqué que l'investissement dans l'enseignement supérieur au cours des dernières années a permis la construc-

tion d'écoles supérieures spécialisées et le développement des performances de la formation professionnelle, précisant que la capacité d'accueil des institutions a été multipliée par 5, passant de 4 000 à 20 000 jeunes, tout en veillant à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur. Le Président de la République a expliqué que le gouvernement a veillé à introduire une dose de discrimination positive en faveur des enfants des zones les moins favorisées en matière d'éducation, en prenant la décision de généraliser la bourse aux enfants des familles inscrites au registre social, et en adoptant le mécanisme de discrimination républicaine qui permet aux élèves de ces familles d'accéder aux collèges et lycées d'excellence, accessibles par concours, à condition qu'ils suivent des cours de soutien leur permettant d'être au niveau de leurs

camarades dans ces lycées.

Il a salué l'importance du travail colossal accompli par les équipes éducatives, ce qui nécessite de prendre soin de l'enseignant et de le placer dans des conditions appropriées pour qu'il puisse accomplir son travail de la meilleure façon possible, affirmant que l'État ne ménagera aucun effort pour améliorer sa situation. Son Excellence le Président de la République a lancé un appel à toutes les élites politiques, culturelles, médiatiques et économiques pour qu'elles s'engagent dans un élan national qui fasse de l'école une préoccupation pour tous, soulignant que l'investissement dans l'éducation garantit des résultats en éliminant les disparités, en augmentant la cohésion et l'harmonie de la société et en réalisant le développement.

CAMEROUN

Repli de 35,3 millions USD des exportations de bois au 1^{er} trimestre 2025

Le bois constitue l’une des principales ressources exploitées par le Cameroun pour soutenir son économie. Toutefois, en 2025, les revenus générés par ce secteur se sont révélés moins élevés que les années précédentes.

La valeur globale des exportations de bois (brut et transformé) a connu une décroissance notable au Cameroun au cours du premier trimestre 2025, se soldant par un manque à gagner de 20 milliards de FCFA (environ 35,3 millions USD) par rapport à la même période en 2024. Cette tendance est confirmée par les données chiffrées du récent rapport sur le commerce extérieur du Cameroun, publié par l’Institut National de la Statistique (INS). Le segment des ouvrages en bois a enregistré la baisse des recettes d’exportation la plus significative, n’atteignant que 44 milliards de FCFA entre janvier et mars 2025, contre 54 milliards de FCFA l’année précédente. Parallèlement, le Cameroun a vu ses revenus issus du bois scié diminuer de 8 milliards de FCFA sur la même période, passant d’environ 39 milliards de FCFA à fin mars 2024 à 31 milliards de FCFA en 2025. Quant aux bois bruts (grumes), le déficit de recettes s’élève à 1 milliard de FCFA.

Dans l’ensemble de ces catégories, la diminution des volumes exportés est le facteur principal expliquant la régression des revenus d’exportation.

Contexte de durcissement de la fiscalité à l’Export

La baisse des revenus s’est également répercutée sur les « feuilles de placage en bois ». Selon les statistiques de l’INS, ces produits n’ont généré que 3 milliards de FCFA pour le Cameroun au premier trimestre 2025, et ce, malgré une stabilité des volumes exportés à 11 000 tonnes en glissement annuel. L’identification précise des causes de cette contre-performance s’avère complexe. Elle survient dans un environnement économique incertain, marqué par une pression fiscale croissante à l’exportation. En effet, la période 2017-2024 a été caractérisée par une hausse exponentielle du droit de sortie des grumes, qui est passé de 17,5 % à 75 %

de la valeur FOB (Free On Board) de l’essence concernée. Les revalorisations successives de cette taxe, intégrées dans les différentes lois de finances, représentent une augmentation cumulée de plus de 350 % en l’espace de sept ans. Il est à noter que plus de 80 % de la consommation domestique de produits du bois au Cameroun est assurée par des opérateurs informels. Ce phénomène rend le suivi statistique précis de l’évolution de la part « formelle » du bois transformé vendu localement particulièrement délicat. Toutefois, l’hypothèse d’une légère inversion de la dynamique sectorielle au cours du deuxième trimestre 2025 ne peut être écartée. Alors que les revenus d’exportation globaux du Cameroun ont reculé de 23,3 % sur le trimestre avril à juin 2025, par rapport à la période correspondante en 2024, l’INS a souligné que « l’accroissement de certains produits d’exportation comme le bois scié... » a contribué à atténuer cet impact.

CAMEROUN

Un projet de loi bio pour viser un marché mondial de 136 milliards €

Le marché des produits biologiques représente environ 136 milliards d’euros sur les quatre dernières années. Le Cameroun veut se frayer un chemin pour se positionner sur ce marché. Le Cameroun prépare un cadre légal pour réglementer la production d’aliments biologiques destinés à la consommation humaine et animale. L’objectif est de professionnaliser une filière encore largement informelle et « permettre une meilleure visibilité et une rentabilité accrue des produits camerounais sur le

marché international ». Le projet de loi régissant la production biologique a été déposé au Parlement le lundi 10 novembre. Selon le gouvernement, citant le Research Institute of Organic Agriculture (FiBL) et la Fédération internationale des mouvements d’agriculture biologique (IFOAM), « le marché des produits biologiques a enregistré une croissance exponentielle, avec une valeur estimée à 136 milliards d’euros » sur les quatre dernières décennies. « C’est dire que ce mode de production est une niche commer-

ciale pour notre pays », ajoute-t-il. Le texte définit la production biologique comme un système végétal, animal, aquacole, apicole et forestier fondé sur des pratiques respectueuses des équilibres naturels, limitant strictement les intrants chimiques de synthèse et excluant les organismes génétiquement modifiés. Il vise les principales cultures déjà produites de manière informelle au Cameroun : cacao, café, coton, fruits et légumes, vivriers, miel, poivre, patate douce, cire d’abeille, citronnelle, beurre de ka-

rité, entre autres. Au-delà de la compétitivité à l’export, le gouvernement met en avant des bénéfices d’adaptation climatique. En encadrant les pratiques, la loi favoriserait des techniques susceptibles de limiter, à terme, l’impact des dérèglements sur les productions agropastorales. Un rapport récent de l’Observatoire national sur les changements climatiques chiffre à 6710 milliards FCFA (environ 11,9 milliards USD) les pertes agricoles liées aux variations climatiques entre 1980 et 2022, soit plus de 24 % du PIB.

PARTENARIAT

Le Bénin veut bâtir une IA inclusive fondée sur ses langues et cultures locales

Le Bénin poursuit sa stratégie d’innovation numérique en misant sur une intelligence artificielle capable de comprendre et valoriser ses langues locales, une étape clé pour rendre la transformation digitale plus inclusive et ancrée dans la réalité culturelle nationale. Le gouvernement béninois a lancé, lundi 10 novembre, le projet « JaimeMaLangue » visant à introduire les langues locales dans l’univers de l’intelligence artificielle. Portée par l’Agence des systèmes d’information et du numérique (ASIN) en collaboration avec l’Institut IIDiA, l’initiative s’inscrit dans une vision d’inclusion linguistique et culturelle au cœur de la transition numérique. Placée sous le thème « Le Bénin parle au futur », la cérémonie de lancement a réuni les acteurs du numérique, de la culture et de la recherche. Selon le communiqué officiel, l’événement marque « le point de départ d’une mobilisation nationale pour la collecte des voix ». Concrètement, le projet repose sur une collecte participative de données vocales. Les citoyens sont invités à contribuer à l’initiative en lisant des phrases dans leur langue sur la plateforme jaimemalangue.bj, une méthode qui permettra de créer des bases de données vocales représentatives. Ces enregistrements, validés par des linguistes et ingénieurs, serviront à entraîner des modèles d’intelligence artificielle capables de comprendre et reproduire les langues béninoises. La phase pilote démarre avec le « fongbé », avant un élargissement à d’autres langues majeures du pays.

AFRIQUE

Les systèmes de paiement instantané ont traité 1980 milliards \$ en 2024

Les systèmes de paiement instantané ont connu une croissance rapide en Afrique ces 5 dernières années, mais un seul a jusqu’ici atteint un niveau d’inclusivité mature caractérisé par la prise en charge de tous les cas d’utilisation, la disponibilité de mécanismes de recours solides et de faibles coûts pour les utilisateurs finaux. Les systèmes de paiement instantané (SPI) actifs en Afrique ont traité un record de 64 milliards de transactions d’une valeur globale de 1980 milliards USD en 2024, selon un rapport publié le jeudi 13 novembre par AfricaNenda Foundation, une organisation africaine indépendante qui œuvre pour le développement des systèmes de paiement sur le continent. Intitulé « The State of inclusive Instant Payment Systems in Africa 2025/SIIPS 2025 », le document réalisé en collaboration avec la Banque mondiale et la Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique (CEA) précise que le volume des transactions trai-

tées par ces systèmes a enregistré une croissance de 35 % en moyenne par an entre 2020 et 2024. La valeur des transactions recensées a, quant à elle, affiché un taux de croissance annuel moyen de 26 % au cours des cinq dernières années. En se basant sur des données collectées auprès des acteurs publics et privés du secteur et des Banques centrales, ainsi que sur des enquêtes menées auprès des consommateurs, le rapport révèle que l’Afrique comptait 36 systèmes de paiement instantané opérationnels en juin 2025, contre 31 le même mois en 2024. Il s’agit de 33 systèmes nationaux et de 3 systèmes régionaux, en l’occurrence le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), le GIMACPAY (CEMAC) et le TCIB (SADC). Entre juillet 2024 et juin 2025, 5 nouveaux systèmes de paiement disponibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours par an ont été lancés : Switch Mobile (Algérie), Eswatini Payment Switch Fast Payment

Module (Eswatini), LYPay (Libye), Salone Payment Swich (Sierra Leone) et Somalia Instant Payment System (SIPS). Sept pays (Égypte, Ghana, Kenya, Maroc, Nigeria, Afrique du Sud et Tanzanie) disposent de plusieurs SPI opérationnels. Au total 31 pays africains comptent des systèmes de paiement instantanés, mais ce nombre devrait augmenter considérablement les années à venir, étant donné que de nouveaux SPI sont en cours de développement dans 19 pays, dont le Bénin, le Botswana, la Guinée, le Liberia, la Mauritanie et Madagascar. Sur les 33 SPI nationaux recensés, le rapport en identifie 16 inter-domaines, permettant des interactions entre plusieurs moyens de paiement comme les comptes bancaires et les portefeuilles de mobile money. Les SPI de mobile money (10) occupent la deuxième position, devant les SPI bancaires (6). Il y a par ailleurs un seul système basé sur une monnaie numérique de Banque centrale (MNBC), en l’occurrence

le eNaira au Nigeria. En termes de quantité des transactions par contre, les SPI bancaires ont enregistré la plus forte hausse (28%) entre 2023 et 2024, devant ceux inter-domaines (9%) et ceux de mobile money (7%). Cette dynamique se répercute sur la valeur des transactions, avec une croissance de 50% entre 2023 et 2024 pour les SPI bancaires, contre 29% et 25% respectivement pour ceux inter-domaines et mobile money. La valeur moyenne des transactions pour les SPI bancaires est passée de 251 à 154 \$ par transaction, celles pour les SPI inter-domaines de 225 à 95 \$. Les SPI de mobile money affichent la valeur moyenne la plus faible, soit 11 \$ par transaction. Le rapport souligne néanmoins que les applications mobiles sont le canal le plus utilisé par les systèmes de paiement instantané en Afrique. 33 systèmes utilisent ce canal, ce qui reflète la hausse du taux de pénétration des smartphones sur le continent.

BOURSE ZURICH

L'accord sur les droits de douane ne rassure pas

La Bourse suisse est restée ancrée dans le rouge vendredi, l'accord entre la Suisse et les Etats-Unis sur une baisse de 39% à 15% des droits de douane n'ayant pas rassuré les investisseurs. Ces derniers sont restés rivés sur la santé économique et la trajectoire des taux outre-Atlantique.

La Suisse abaissera en même temps que les Etats-Unis ses droits de douane sur une palette de produits américains. Les entreprises suisses ont l'intention d'effectuer 200 milliards de dollars d'investissements directs outre-Atlantique d'ici fin 2028. "La Suisse n'a fait aucune concession qui limiterait sa capacité d'action ou sa neutralité", a insisté le ministre de l'Economie Guy Parmelin devant la presse. Aux Etats-Unis, les intervenants se concentraient sur les conséquences du blocage budgétaire ("shutdown"). "Avec la réouverture du gouvernement américain, la décision de la Fed sera guidée par les nouvelles données sur l'inflation et l'emploi, ces chiffres n'ayant jusqu'à présent pas été publiés en raison de la

paralysie de l'Etat fédéral", ont souligné les analystes d'UBS dans un commentaire. Les données disponibles, comme l'emploi dans le secteur privé (ADP), plaident en faveur d'une poursuite de la baisse des taux directeurs par la Réserve fédérale américaine (Fed) si l'inflation reste sous contrôle, ont-ils ajouté. A la Bourse suisse, le Swiss Market Index (SMI) a fini en baisse de 0,84% à 12'634,30 points, se redressant quelque peu après l'annonce de l'accord sur les droits de douane. Le Swiss Leader Index (SLI) s'est délesté de 1,11% à 2051,84 points et le Swiss Performance Index (SPI) a abandonné 0,88% à 17'391,52 points. Parmi les rares valeurs vedettes à s'être

hissées dans le vert se trouvent Richemont (+5,9%), VAT Group (+1,0%) et ABB (+0,5%). Le groupe genevois a vu son bénéfice net quasiment quadrupler au premier semestre de son exercice décalé 2025/2026 à 1,81 milliard d'euros. Si les surtaxes américaines ont pesé à hauteur de 50 millions sur la performance, le président Johann Rupert part "toutefois du principe que ces droits de douane seront abaissés, c'est évident". Les plus fortes baisses ont été enregistrées par Sonova (-7,1%), Swiss Re (-5,4%) et Amrize (-3,4%). Le spécialiste des aides auditives a vu son bénéfice fondre de 9,2% à 192,3 millions de francs suisses sur les six premiers mois de son exercice décalé. Le réassureur a pourtant presque doublé son bénéfice net à 4,04 milliards de dollars sur les neuf premiers mois de l'an-

née, grâce à une sinistralité moindre. Les valeurs pharmaceutiques n'ont pas rebondi à la faveur de l'accord entre Berne et Washington, Roche (-1,3%) et Novartis (-1,3%) clôturant en repli. Roche voit arriver aux Etats-Unis un concurrent à son anticancéreux Perjeta. L'agence américaine des médicaments (FDA) a en effet accordé son feu vert au biosimilaire Poherdy du laboratoire Shanghai Henlius Biologics. Sur le marché élargi, Cosmo Pharmaceuticals (-0,3%) a obtenu le feu vert des autorités sanitaires brésiliennes (Anvisa) pour la commercialisation du Winlevi dans le traitement de l'acné. Swiss Marketplace Group (-2,6%) a étoffé son portefeuille en rachetant les activités helvétiques de la plateforme en ligne allemande Immoverkauf24. Aucun montant n'a été dévoilé.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street sans direction claire à l'issue d'une semaine mouvementée

La Bourse de New York a terminé sur une note contrastée vendredi, après une semaine chahutée en raison des incertitudes sur l'état de santé de l'économie américaine en l'absence d'indicateurs officiels. Le Dow Jones a reculé de 0,65%, l'indice Nasdaq a pris 0,13% et l'indice élargi S&P 500 est resté proche de l'équilibre (-0,05%). "Après une forte hausse entre avril et octobre, le marché a le droit de faire une pause, de se consolider et de digérer un peu", commente auprès de l'AFP Adam Sarhan, de 50 Park Investments. Selon lui, il faut s'attendre à ce que les principaux indices de la place américaine évoluent en dents de scie dans les prochains jours, à l'image de ce qui a été observé cette semaine. Certes, la paralysie budgétaire - la plus longue de l'histoire des États-Unis - est désormais terminée. Mais il faudra encore un peu de temps avant que les investisseurs ne reçoivent suffisamment de statistiques officielles leur permettant d'avoir une idée précise de l'état dans lequel se trouve la première économie mondiale. La semaine prochaine est attendu le rapport sur l'emploi pour le mois de septembre. Les chiffres de l'emploi en octobre devaient être publiés plus tard, mais ils seront tronqués, a d'ores et déjà prévenu un conseiller de Trump. En parallèle, les valorisations des géants de la tech "restent préoccupantes", relève Adam Sarhan. A l'occasion de la publication de leurs résultats trimestriels, plusieurs grands noms du secteur ont été sanctionnés, à l'image de Meta et Palantir.

Dans ce contexte, selon l'analyste, les performances trimestrielles de Nvidia , plus grande capitalisation mondiale, seront "très importantes" mercredi après la clôture. D'autres résultats seront aussi largement suivis, notamment ceux des distributeurs, qui permettront de voir "comment se porte la consommation" des ménages américains, selon M. Sarhan. Sur le marché obligataire, le rendement à échéance dix ans des emprunts de l'État américain évoluait autour de 4,14% contre 4,12% la veille. A la cote, la société de biotechnologie Cidara Therapeutics, qui développe notamment un traitement novateur contre la grippe, a été en orbite après l'annonce de son rachat par le groupe pharmaceutique américain Merck (-0,01% à 92,92 dollars) pour environ 9,2 milliards de dollars. Le prix de son action a doublé, à 217,71 dollars. Le fabricant d'électroménager Whirlpool (+6,99% à 70,28 dollars) a été porté par le renforcement à son capital du fonds d'investissement activiste Appaloosa. Selon un document financier, ce dernier possède désormais près de 10% des parts de l'entreprise. Le site de vente de billets sportifs et d'événements et spectacles StubHub a dégringolé (-20,99% à 14,87 dollars) après avoir décidé de ne pas donner de prévision pour le prochain trimestre. Le groupe a fait son entrée à la Bourse de New York en septembre.

PLOMBÉE PAR L'INCERTITUDE AUTOUR DE LA FED

La Bourse de Paris en baisse

La Bourse de Paris a terminé dans le rouge vendredi, tirée vers le bas par des espoirs amoindris d'un assouplissement monétaire à venir aux Etats-Unis, en l'absence de données économiques clés. L'indice CAC 40 a cédé 0,76% soit 62,40 points pour s'établir 8.170,09 points. Sur la semaine toutefois, après des records, l'indice vedette de la Bourse de Paris a engrangé 2,77%. Jeudi, l'indice avait inscrit un nouveau record absolu en séance à 8.314,23 points, franchissant pour la première fois de son histoire la barre des 8.300 points.

Vendredi la place parisienne s'est repliée "dans un mouvement de sympathie avec la baisse des marchés américains" la veille, estime Nicolas Lasry, gérant actions de Mandarin Gestion. "Il n'y a pas eu d'éléments spécifiquement négatif en Europe", a-t-il ajouté, interrogé par l'AFP. Pour Daniela Hathorn, analyste chez Capital.com, après un optimisme lié à la fin de la paralysie budgétaire américaine, il y a un "retour des inquiétudes sur la durabilité du boom de l'IA et sur la résistance des responsables de la Réserve fédérale (Fed) face aux anticipations agressives de baisses de taux". La fin du "shutdown" aux Etats-Unis

a en effet d'abord soulagé les marchés, poussant même le CAC 40 jusqu'à des records en séance, mais laisse désormais place à un flou statistique quant à l'état de l'économie américaine. La paralysie des services publics américains a en effet retardé la publication d'un certain nombre de données économiques clés. Lors de sa prochaine réunion de politique monétaire en décembre, la Fed "devra arbitrer avec un indicateur amputé, un handicap majeur alors que l'état du marché du travail reste central pour son scénario de taux", explique John Plassard, responsable de la stratégie d'investisse-

ment chez Cité Gestion Private Bank. Des membres de l'institution monétaire ont adopté un ton plus prudent. La présidente de la Fed de Boston Susan Collins, qui vote cette année sur les taux directeurs, a par exemple affirmé mercredi qu'elle voudrait d'abord s'assurer que l'inflation décèlère "durablement" avant de baisser les taux. En conséquence, "les investisseurs ont revu à la baisse leurs attentes concernant l'assouplissement de la politique monétaire de la Fed à court terme", relèvent les analystes de Natixis. Du côté des indicateurs français, les

prix à la consommation ont augmenté moins vite, soit 0,9% sur un an en octobre, contre un rebond de 1,2% en septembre. Les créations d'entreprises ont légèrement ralenti en France en octobre, en recul pour le deuxième mois d'affilée après le sommet historique atteint en août, selon l'Insee. Le constructeur ferroviaire français Alstom a enregistré un bon premier semestre sur son exercice annuel décalé 2025-2026, avec des ventes et un bénéfice net en hausse, portés par l'appétit de trains un peu partout dans le monde, a-t-il annoncé jeudi. Le titre Alstom a pris 4,13% à 23,69 euros.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 13 Novembre 2025 Valeur : 17 Novembre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.1570	130.1720
1	EUR	EURO		151.1643	151.2078
1	GBP	POUND STERLING		170.9892	171.0539
100	JPY	JAPANESE YEN		84.1079	84.1285
1	CNY	CHINESE YUAN		18.3377	18.3403
1	CHF	SWISS FRANC		163.4522	163.5327
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.0091	93.0265
1	DKK	DANISH KRONE		20.2418	20.2473
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8184	13.8226
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.9282	12.9329
1	AED	UAE DIRHAM		35.4352	35.4412
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.7039	34.7098
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.2405	424.4278
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.8509	44.2916
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0174	14.0190
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.7938	23.9159
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2597	3.2698
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.8121	176.8121

ALLEMAGNE

Berlin adopte un budget 2026 dominé par une forte augmentation de la dette

Les députés allemands ont approuvé dans la nuit de jeudi à vendredi en commission le projet remanié de budget 2026 qui induit le second plus fort recours à l'endettement de l'histoire du pays, du fait d'investissements pour relancer l'économie.

Le budget du gouvernement prévoit des dépenses de 524,5 milliards d'euros, dont 58,3 milliards destinés à l'investissement, et une nouvelle dette de près de 98 milliards, soit 8 milliards de plus que dans le projet initial. A cela s'ajoutent les emprunts pour les fonds spéciaux liés à la modernisation des infrastructures, à la neutralité climatique et au renforcement de l'armée allemande, portant la dette totale à plus de 170 milliards d'euros, un niveau inédit depuis la pandémie de Covid-19. Le chancelier allemand Friedrich Merz a fait de la relance de la première économie européenne une priorité, après deux années de récession et une quasi-stagnation attendue en 2025. Pour cela, les règles strictes qui freinent le recours à la dette, inscrites dans la constitution, ont été assouplies pour permettre de lâcher la bride sur la dépense publique. Des critiques sont venues vendredi de l'opposition, dénonçant le recours à l'emprunt pour stimuler l'économie à court terme

alors que les réformes structurelles nécessaires ne sont pas mises en oeuvre. Le Bundestag (Parlement allemand) devrait adopter formellement le budget lors de la dernière semaine de novembre. Par ailleurs, les suppressions d'emplois s'accroissent dans l'industrie électro-métallurgique. Le secteur a perdu 105.000 employés sur un an selon un décompte arrêté à septembre, soit 2,7% de ses effectifs d'après des chiffres publiés par la fédération patronale de l'industrie métallurgique et électrique (Gesamtmetall). Ce secteur industriel le plus important au sein de la première économie européenne regroupe des entreprises de la construction mécanique, de l'industrie automobile, la métallurgie, le génie électrique et la mécanique de précision, de l'optique à l'horlogerie. Au total, 3,82 millions de personnes travaillaient dans l'électro-métallurgie en Allemagne en septembre. C'est 240.000 employés de moins, soit une baisse de près de 6% par rapport au pic atteint en 2019.

Jeudi, le chancelier allemand Friedrich Merz a annoncé un allègement de la facture des entreprises allemandes à forte consommation d'énergie : le tarif d'électricité sera réduit à cinq centimes par kilowattheure de 2026 à 2028, une mesure attendue depuis des mois par les industriels. Les entreprises allemandes dénoncent régulièrement les lourdeurs bureaucratiques et les coûts de la main d'oeuvre, à l'heure où les plans sociaux se multiplient dans le pays. A l'extérieur, elles subissent à la fois la baisse de la demande mondiale, la concurrence chinoise et plus récemment la hausse des droits de douane américains. Les constructeurs automobile, les fournisseurs ou encore la sidérurgie allemande ont annoncé des dizaines de milliers de suppressions d'emplois ces derniers mois. Illustration de la crise, le fleuron de l'industrie automobile allemande, le géant Volkswagen prévoit la suppression de 35.000 emplois d'ici 2030, soit 29% de ses effectifs en Allemagne.

RUSSIE

La croissance chute au troisième trimestre, plombée par les dépenses militaires

Le taux de croissance économique de la Russie a chuté à un niveau très faible au troisième trimestre, a rapporté vendredi l'agence des statistiques Rosstat, affectée par les coûts de la guerre en Ukraine et les sanctions occidentales. Les immenses dépenses militaires de Moscou avaient dans un premier temps tiré l'économie au cours des deux premières années de l'assaut contre l'Ukraine lancé

en 2022. Mais elles ont aussi stimulé l'inflation, qui pénalise désormais la croissance en rendant le coût de l'emprunt prohibitif. Selon Rosstat, le PIB de la Russie a augmenté de 0,6% au troisième trimestre 2025 sur un an. Ce chiffre est nettement inférieur à celui du trimestre précédent où le PIB avait progressé de 1,1% sur un an. Il est toutefois conforme aux prévisions de la Banque centrale, revues à la baisse et qui ta-

blent sur une croissance de 0,5-1% en 2025. Le régulateur s'attend également à ce que le taux d'inflation, qui demeure à environ 8%, maintienne les taux d'intérêt à des niveaux élevés pendant plus longtemps. Les entreprises russes se plaignent du coût élevé de l'emprunt qui freine les investissements et sape l'économie. La baisse des prix du pétrole représente aussi un casse-tête pour

le gouvernement, les exportations d'hydrocarbures russes, qui se poursuivent malgré les nombreuses sanctions visant ce secteur, représentant une part importante des recettes budgétaires de l'État. Les États-Unis avaient sanctionné en octobre deux des plus grands producteurs d'hydrocarbures russes, Rosneft et Lukoil, pour contraindre Moscou à mettre fin à la guerre en Ukraine.

APRÈS 40 JOURS DE SHUTDOWN

Le taux de chômage du mois d'octobre aux États-Unis ne sera pas disponible

Les chiffres de l'emploi au mois d'octobre ne seront que partiellement disponibles, en raison du shutdown, qui n'a pas permis de collecter l'ensemble des données nécessaires. Les données seront partielles. Le conseiller économique de la Maison-Blanche a affirmé jeudi qu'un rapport officiel sur l'emploi en octobre aux États-Unis devrait finalement être publié, mais que celui-ci ne donnerait pas le taux de chômage. "On aura en quelque sorte un demi-rapport sur l'emploi", a déclaré Kevin Hassett, principal conseiller économique du président Donald Trump. "On ne saura jamais quel était le taux de chômage en octobre", a-t-il ajouté devant des journalistes, à la Maison-Blanche. La plus longue paralysie budgétaire ("shutdown") aux États-Unis, qui a pris

fin mercredi soir, a placé de nombreux fonctionnaires fédéraux en congé forcé, notamment ceux qui compilent les indicateurs économiques phares. La publication de certaines données a été reportée, d'autres n'ont simplement pas pu être collectées. Le rapport sur l'emploi en septembre entre dans le premier cas de figure. Il était quasiment prêt quand le "shutdown" a démarré, le 1er octobre. Il devrait être publié "la semaine prochaine", selon Kevin Hassett. En revanche, seules certaines données du rapport pour le mois suivant peuvent être récupérées, a-t-il précisé, mentionnant les créations d'emplois. La veille, la porte-parole de la Maison-Blanche Karoline Leavitt avait dit que les chiffres officiels sur l'inflation (indice CPI) et l'emploi en octobre ne seraient "probablement" jamais publiés.

"Toutes ces données économiques seront définitivement endommagées, laissant nos décideurs monétaires de la Fed (Réserve fédérale, banque centrale des États-Unis, NDLR) dans le flou à un moment charnière", avait-elle poursuivi, faisant porter la responsabilité du blocage sur l'opposition démocrate. Les dernières données officielles sur le marché du travail montraient que les créations d'emploi étaient quasiment au point mort. L'étape suivante paraît plus incertaine, notamment parce que les responsables monétaires peinent à jauger l'état réel de l'économie en l'absence de données officielles. Certains d'entre eux ont, par ailleurs, souligné qu'ils s'inquiétaient de voir l'inflation s'écarter à nouveau de l'objectif de 2% fixé par la Fed.

BANANES, VOLAILLES ET MINÉRAIS STRATÉGIQUES

Les États-Unis signent des accords commerciaux avec l'Argentine, le Guatemala, l'Équateur et le Salvador

Quatre communiqués distincts de la Maison Blanche ont annoncé jeudi la conclusion d'accords commerciaux avec quatre pays latino-américains, dont l'Argentine. La Maison Blanche a annoncé jeudi la conclusion d'accords commerciaux avec l'Argentine, le Guatemala, l'Équateur et le Salvador, dans quatre communiqués distincts publiés sur son site internet. Les quatre pays concernés ont pris une série d'engagements, en particulier celui d'ouvrir leurs marchés à des produits américains, en échange desquels l'administration Trump va baisser les droits de douane sur certains produits qu'ils exportent vers les États-Unis, par exemple agricoles ou textiles. Un haut responsable américain a indiqué que les droits de douane généraux de 10% imposés aux produits en provenance du Guatemala, du Salvador et d'Argentine, et de 15% sur ceux venant d'Équateur, "resteraient inchangés", mais qu'il y "aurait une baisse" sur un certain nombre de marchandises. Ce haut responsable, qui a requis l'anonymat, a pris l'exemple des bananes. Le Guatemala fournit 41% des bananes importées aux États-Unis et l'Équateur 19%. Dans le sens inverse, l'Argentine s'engage par exemple à ouvrir son marché au bétail américain et aux volailles américaines ainsi qu'à simplifier l'entrée de bœuf américain. Certains des accords annoncés jeudi garantissent aussi, selon le haut responsable déjà cité, l'accès des États-Unis à des minerais stratégiques. Les quatre pays concernés s'engagent par ailleurs à ne pas taxer les services numériques, une revendication majeure du président américain, selon cette même source. Le président salvadorien Nayib Bukele, un allié de Donald Trump, a publié sur X le texte de l'accord avec un seul laconique commentaire: "Amis", accompagné de drapeaux des deux pays. Bernardo Arevalo, président du Guatemala, a salué un compromis qui illustre "la solide relation" avec les États-Unis et rend son pays "encore plus compétitif et intéressant en termes d'investissements". Le ministre des Affaires étrangères argentin Pablo Quirno a lui parlé d'un accord qui "dope le commerce bilatéral."

SUISSE

Les États-Unis abaissent les droits de douane de 39% à 15%

Le Conseil fédéral suisse a annoncé vendredi que les États-Unis ont consenti à réduire les droits de douane imposés aux produits helvétiques, les faisant passer de 39% à 15%. "La Suisse et les États-Unis ont trouvé une solution: les droits de douane seront réduits à 15%", a annoncé le Conseil fédéral sur un réseau social. En parallèle, le gouvernement américain a annoncé vendredi avoir conclu un accord avec la Suisse, qui attendait une réduction des lourds droits de douane frappant ses produits depuis août. "En substance, on a conclu un accord avec la Suisse", a déclaré le représentant pour le Commerce (USTR) Jamieson Greer sur la chaîne de télévision économique américaine CNBC, ajoutant que les détails seraient publiés dans la journée sur le site internet de la Maison Blanche.

Sous pression de Bruxelles, Google sort son plan secret pour sauver son empire publicitaire

Le géant américain fait face à une forte pression antitrust de la part de l'Union européenne. Alors, pour calmer les envies de démantèlement de Bruxelles, Google propose de nouvelles mesures.

Au début du mois de septembre dernier, on apprenait que Google se voyait infliger une amende de 2,95 milliards d'euros de la part de Bruxelles. Cette mesure avait été prise pour sanctionner un abus de position dominante de Google dans la publicité en ligne, et était accompagnée d'une menace de scission. Pour l'éviter, Google devait proposer des mesures pour restaurer la concurrence.

Google conteste toujours l'amende de près de 3 milliards d'euros, mais propose des solutions

Google continue de contester l'amende de plusieurs milliards d'euros imposée par Bruxelles, et veut se porter en appel pour la changer. Et pourtant, Google, qui avait jusqu'à cette semaine pour transmettre les changements structurels qu'il va mener pour rétablir la concurrence, s'est exécuté. Et a ainsi communiqué une proposition à l'Union européenne.

« Notre proposition répond pleinement à la décision de la Commission, sans avoir recours à une scission disruptive, qui porterait atteinte aux milliers d'annonceurs et diffuseurs de publicités qui utilisent les outils de Google pour développer leur activité » a fait savoir un porte-parole de Google.



Des propositions dont dépend l'avenir de Google

« Nous allons analyser les mesures proposées par Google, pour vérifier si elles pourraient mettre fin » aux atteintes à la concurrence dans la publicité en ligne, a-t-on indiqué du côté de la Commission européenne. L'ensemble des mesures proposées par Google comprend, selon une information du Monde, des changements dits « immédiats » ainsi que des « mesures importantes ». Les pre-

mières doivent permettre d'enrayer les pratiques pointées du doigt par l'UE dans ses sanctions, et les secondes doivent permettre d'endiguer ce que l'Europe estime être un conflit d'intérêts entre ses différentes structures dans la publicité en ligne. Pour rappel, Google avait déjà planché sur une série de propositions, présentée cet été, afin d'éviter la grosse amende. Ça n'avait pas marché à l'époque, sera-ce plus efficace aujourd'hui ?

Le Bitcoin chute lourdement à son plus bas niveau depuis six mois

L'or numérique connaît une semaine très difficile. Et ce, au point d'atteindre son niveau le plus bas depuis plus de six mois !

L'enthousiasme n'est plus vraiment au rendez-vous ces derniers temps du côté du Bitcoin. D'abord, ce fut un retour sous la barre des 100 000 dollars au début du mois de novembre, ce qui était une première depuis plusieurs mois. Et la chute n'a eu de cesse de s'affirmer, comme on peut le voir encore aujourd'hui.

Le Bitcoin repasse sous la barre des 95 000 dollars

Le Bitcoin ne va pas bien aujourd'hui. Après être repassé brièvement sous les 100 000 dollars, avant de remonter, il a entamé une chute plus dure depuis le 11 novembre dernier, pour accélérer encore les 24 dernières heures.

En effet, après être repassé définitivement sous les 100 000 dollars, le cours a continué à baisser, au point même de cette fois de repasser sous le seuil des 95 000 dollars aujourd'hui (chiffres de Binance). À l'heure où cet article est écrit, le prix du Bitcoin oscille un peu au-dessus de cette limite.

Vers un retour des liquidités sur le marché ?

Un cours qui est particulièrement remarquable, le Bitcoin n'ayant plus été aussi bas depuis plus de 6 mois, lors du mois de mai dernier. L'or numérique a semble-t-il encore souffert des effets du plus long shutdown de l'histoire aux États-Unis, qui vient à peine de s'achever. Cette mise à l'arrêt de l'État fédéral américain a eu tendance à assécher les liquidités disponibles sur le marché. Une donne importante, car après ce shutdown, les liquidités vont non seulement revenir, mais l'on peut peut-être même s'attendre à une forte hausse de ces liquidités en provenance des USA. En effet, avec les élections de mid-terms qui auront lieu dans un an, certains spécialistes s'attendent à voir Donald Trump faire preuve de libéralité fiscale, afin de redonner un peu d'ascendant au Parti républicain. Bonne nouvelle pour le Bitcoin et les crypto-monnaies en général ?

Amazon change le nom de son offre concurrente à Starlink

Amazon arrive à une nouvelle étape de son programme d'internet par satellite. Car celui-ci vient d'obtenir son nom officiel ! On connaît tous Starlink, le service de SpaceX qui a très rapidement réussi à s'imposer comme incontournable dans l'accès à l'internet par satellite. Mais sa position avantageuse devrait à l'avenir être concurrencée par plusieurs projets, dont le plus important est sûrement celui porté par Amazon. Et si jusqu'à aujourd'hui, vous aviez entendu parler du projet Kuiper, sachez qu'il vient d'obtenir un autre nom.

Dites bonjour à Amazon Leo

Amazon va offrir un service à la population de la planète, qui va rivaliser avec Starlink. Son nom ? « Amazon Leo ». Et si le nom de Leo a été choisi, ce n'est pas parce qu'il s'agit du nom anglais du signe astrologique du Lion, mais en référence à un acronyme bien connu dans cette langue. À savoir : Low-Earth Orbit (orbite ter-

restre basse). Il s'agit de la distance située à 2 000 kilomètres de la terre, là où les satellites d'Amazon ont été installés pour orbiter autour de notre planète. Un nom qui fait plus de sens que celui du projet Kuiper, la ceinture d'astéroïdes Kuiper étant elle située au-delà de la planète Neptune.

Amazon a 80 missions au programme

Aujourd'hui, Amazon compte 153 satellites autour de notre planète. Un chiffre qui devrait très vite croître, Amazon ayant programmé 80 missions, avec l'objectif à terme de compter plus de 3 000 satellites dans sa constellation. De quoi commencer à gêner un peu SpaceX, mais pas non plus jouer un pied d'égalité. Car l'entreprise d'Elon Musk a énormément d'avance dans le domaine, Starlink comptant à ce jour plus de 10 000 satellites pour servir les abonnés, et a pour objectif à long terme d'atteindre les 30 000 satellites en orbite. On attend maintenant de voir si cette nouvelle course spa-



tiale ne va pas entraîner des effets indésirables, comme une trop grande concentration de satellites,

qui pourrait malheureusement faire exploser le nombre de débris dans l'espace. Le genre de débris qui fait

mal aux missions habitées dans l'espace, comme la dernière mésaventure des Taïkonautes l'a montré.

SURTAXES AMÉRICAINES DE TRUMP

La riposte géante de Toyota

Confronté aux surtaxes imposées par l'administration Trump, Toyota a choisi de renforcer sa présence industrielle aux États-Unis. Le constructeur japonais investira 10 milliards de dollars supplémentaires dans les cinq prochaines années, portant à 60 milliards le total injecté sur le sol américain depuis près de 70 ans, afin de sécuriser un marché incontournable pour lui.

À fin de limiter les taxes additionnelles à l'importation sur le sol des États-Unis mises en place par le gouvernement Trump ces derniers mois, Toyota a confirmé qu'il poursuivrait un lourd investissement sur le sol nord-américain, jusqu'à 10 milliards de dollars supplémentaires aux États-Unis dans les cinq prochaines années portant ainsi son total à 60 milliards.

Dans un communiqué publié ce jeudi, le constructeur japonais l'a ainsi confirmé : "Cet investissement portera le total des investissements de l'entreprise aux États-Unis à près de 60 milliards de dollars depuis le début de ses activités sur le territoire américain il y a près de 70 ans."

Toyota et les États-Unis : c'est donnant-donnant

Cette annonce intervient alors que Washington presse depuis des semaines le Japon d'investir d'avantage sur le sol américain, en échange d'un abaissement des taxes douanières imposées aux entreprises nippones.

En février dernier, Toyota avait riposté en indiquant que ses investissements cumulés déjà réalisés aux États-Unis, s'élevaient à 49 milliards de dollars. Rappelons que le groupe nippon emploie déjà environ 50 000 personnes dans ce pays, où il compte 11 usines. Dernière en date, un site de fabrication de batteries établi en Caroline du Nord en 2021 dans lequel Toyota a investi



près de 14 milliards de dollars et dont la production vient de démarrer.

Le chiffre de Donald Trump était le bon

Si Toyota n'a pas précisé de quelle nature et d'après quel calendrier la poursuite de ces investissements aux États-Unis se ferait, son annonce de continuer à y investir confirme ce qu'avait dit Donald Trump en octobre dernier, déclarant alors que Toyota prévoyait d'injecter 10 milliards de dollars additionnels aux États-Unis. Un chiffre jeté en pâture alors prudemment démenti dès le lendemain par la voix du

directeur financier de Toyota Kenta Kon. Mais Donald Trump disait donc vrai.

Le Groupe Toyota n'a pas le choix

Il faut dire que si le Groupe Toyota fait le dos rond sur ce sujet sensible, c'est que les États-Unis représentent pour lui un marché dont il ne peut se passer. Ainsi, sur l'année calendaire 2024, il avait réalisé un quart de ses ventes mondiales aux États-Unis, y écoulant 2,33 millions de véhicules (parmi lesquels la Toyota Corolla ou encore le Highlander), toutes marques lui appar-

tenant confondues. Sauf que sur ce total... 1,06 million avaient été importés depuis le Japon et le Mexique. Un précieux manque à gagner pour Toyota, depuis que les exportations automobiles japonaises vers les États-Unis se sont vu imposer ces derniers mois par la Maison Blanche des surtaxes de 25%, à présent plafonnées à 15% sur l'automobile. Toyota estime d'ailleurs à ce propos que l'impact de ces surtaxes douanières américaines à l'exportation lui aura coûté la bagatelle de 1 450 milliards de yens (environ 8 milliards d'euros) sur son bénéfice d'exploitation pour l'exercice 2025-2026.

C'est confirmé ! Honda a modifié son logo après 70 ans d'existence pour mieux différencier ses nouvelles motos**Product emblem**

FUN and commuter products



Flagship FUN products



Electric products

Honda

Après sept décennies de fidélité à son aile emblématique, Honda rebat les cartes visuelles de sa gamme moto en déployant trois logos distincts. Cette décision, présentée comme une clarification identitaire, entend différencier clairement les futures motos thermiques, les modèles électriques et les plus hauts de gammes, tout en préservant l'héritage et l'esprit de liberté associé à la marque. Ce changement, longuement préparé, s'inscrit dans une stratégie de modernisation et de cohérence graphique au sein d'un catalogue en mutation.

Après sept décennies de fidélité à son emblématique logo ailé, Honda a décidé de rompre avec la tradition en introduisant trois nouveaux logos



destinés à mieux identifier les différentes catégories de motos de sa gamme. Des premières initiatives observées chez Yamaha et Suzuki

sont rejointes aujourd'hui par la plus grande marque du marché moto, Honda, qui cherche ainsi à séparer visuellement ses motos à moteur

thermique, ses modèles électriques et ses produits les plus haut de gamme dans une stratégie de clarification identitaire.

Le logo ailé reste mais pas pour tout le monde

L'emblème ailé, longtemps symbole de liberté, de vitesse et de fiabilité, perd donc une partie de son omniprésence en commençant par les motos électriques, désormais marquées par la simple inscription « Honda », écrite dans une typographie modernisée déjà utilisée par la division électrique automobile de la marque. De leur côté, les motos à combustion continueront à arborer le classique logo ailé, tandis que les modèles dits « flagship » — tels que les CBR1000 RR-R Fireblade, les Gold Wing et custom Rebel — inaugureront un insigne spécifique, baptisé « Honda Flagship Wing », plus sophistiqué et en relief, reflétant l'importance accordée à la différenciation des lignes de produit. L'emblème a fait sa première mondiale sur le prototype V3R900 E-Compressor à compresseur électrique au salon EICMA 2025 à Milan, en Italie, et sera progressivement déployé à partir de 2026 sur les modèles phares de Honda, toutes gammes confondues.

Ce nouveau système de logos entend offrir une identification claire et immédiate de la nature de chaque moto à travers le catalogue, renforçant ainsi l'efficacité du merchandising sans faire sombrer la marque dans une confusion visuelle. Cette évolution traduit également le passage à une ère électrique, où Honda, tout en valorisant son héritage, affirme son engagement dans la mobilité électrique par la création d'une identité propre pour ses motos à batterie, bientôt incontournables dans son offre globale. Bien que nous ayons eu de nombreuses informations avant l'Eicma c'est bien aussi au salon de Milan, que Honda a officialisé sa WN7. Décliné en versions A2 et A1 pour les permis B, ce roadster électrique offre une batterie lithium-ion de 9,3 kWh, une autonomie allant jusqu'à 156 km et surtout un temps de charge entre 20 et 80% estimé à 30 minutes. Son prix de départ a été fixé à 14 999 €. Ainsi, Honda entame une phase de cohabitation entre trois identités visuelles : le logo traditionnel, le logo dédié aux modèles d'exception et celui des motos électriques. Cette multiplicité symbolise la volonté de la marque de conjuguer passé et avenir, sans renier ses racines, tout en adaptant son image à la transformation technologique du secteur.

Mots fléchés

[illegible]

ALIMENTATION

La facture mondiale dépassera les 2200 milliards USD en 2025

La facture mondiale des importations alimentaires devrait augmenter de près de 8% en 2025 et s'élever à 2.220 milliards de dollars, a indiqué jeudi un rapport de l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Cette augmentation est due "largement" à la hausse des prix du cacao, du thé ou des épices, dont les prix à l'import ont grimpé en moyenne de 34,5%, mais qui connaissent une forte demande, a précisé l'organisation dans son rapport sur les marchés alimentaires mondiaux. Cette hausse tient en partie aux intempéries subies par plusieurs gros pays producteurs (Brésil, Indonésie, Vietnam pour le café, Côte d'Ivoire et Ghana pour le cacao).

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 16 novembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



PROTECTION CIVILE

Effondrement partiel d'un vieil immeuble à Alger

L'effondrement partiel d'un vieil immeuble d'habitation, composé d'un rez-de-chaussée et de quatre étages, a été enregistré au niveau de la rue Rabah Moussaoui dans la commune et la daïra de Hussein Dey à Alger, indique samedi un communiqué de la Direction générale de la Protection civile (DGPC). Les services de la Protection civile sont intervenus à 02h50 suite à cet effondrement, ayant fait un (1) blessé qui a quitté l'hôpital après avoir reçu les soins nécessaires, précise la même source. Pour mener à bien cette intervention, la DGPC a mobilisé deux (2) camions de sauvetage et trois (3) ambulances, et déployé le Groupe de reconnaissances et d'intervention en milieux périlleux (GRIMP) et la brigade cynotechnique. Les services de sécurité compétents se sont également rendus sur les lieux de l'effondrement dès sa survenue et ont pris les mesures de sécurité nécessaires pour protéger et évacuer les habitants. Il est à noter que les familles qui occupaient cet immeuble ont été relogées il y a quelque temps.

COMMISSION MIXTE ALGÉRO-VIETNAMIENNE Début aujourd'hui à Alger de la 13^e session

Les travaux de la 13^e session de la Commission mixte algéro-vietnamienne débuteront dimanche à Alger et se poursuivront jusqu'à jeudi prochain, indique samedi un communiqué du ministère de l'Industrie. Dans le cadre des préparatifs de cet événement, le vice-ministre de la Construction de la République socialiste du Vietnam, M. Nguyen Tuong Van, est arrivé, samedi matin, à l'Aéroport international d'Alger Houari-Boumediene, où il a été accueilli, ainsi que la délégation l'accompagnant, par le Secrétaire général du ministère de l'Industrie, M. Khireddine Benaïssa. Cette visite s'inscrit dans le cadre des efforts des deux pays en vue de promouvoir la coopération économique et industrielle et d'intensifier la coordination en prévision de cette importante échéance bilatérale, ajoute le communiqué.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR L'A ANNONCÉ

« Les diplômés de la promotion 2026 de l'ENSIA et l'ENSM bénéficieront de contrats d'embauche directe »

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a indiqué, samedi à Alger, que les 157 diplômés de la promotion 2026 de l'Ecole

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'Algérie et le Royaume-Uni renforcent leur coopération

Le British Council, en collaboration avec le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, a organisé une journée complète consacrée à la présentation des résultats de l'analyse du paysage de l'enseignement transnational et à la consolidation de la coopération entre les secteurs de l'enseignement supérieur algérien et britannique. L'événement, accueilli par l'Université d'Alger 2 « Abou El Kacem Saâd Allah », a mis en avant son engagement envers la coopération académique et l'ouverture internationale. Les discussions et sessions qui se sont tenues tout au long de la journée ont porté sur le renforcement des partenariats universitaires, l'exploration de nouveaux modèles d'enseignement transnational, et la définition de priorités communes pour une collaboration future entre les universités des deux pays. Intitulée « Ponts du partenariat : collaboration Royaume-Uni – Algérie et perspectives d'avenir », la rencontre a réuni des représentants de haut niveau des deux nations, notamment le directeur de la coopération et de hauts responsables du ministère de l'Enseignement supérieur, le chef adjoint de mission de l'ambassade du Royaume-Uni en Algérie, ainsi que des représentants de plus de quinze universités algériennes. Du côté britannique, plusieurs universités étaient présentes, dont Robert Gordon University, Canterbury Christ Church University et University of Edinburgh, représentées par leurs doyens et vice-chanceliers.

nationale supérieure d'intelligence artificielle (ENSIA) et de l'Ecole nationale supérieure de mathématiques (ENSM) bénéficieront de contrats d'embauche directe dès leur graduation. Dans une déclaration, après avoir présidé, avec le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, l'ouverture du Salon offres d'emploi, au Pôle scientifique et technologique Chahid Abdelhafid-Ihaddaden de Sidi Abdellah, M. Baddari a précisé que "les diplômés de la promotion 2026 de l'Ecole nationale supérieure d'intelligence artificielle (ENSIA) et de l'Ecole nationale supérieure de mathématiques (ENSM), bénéficieront de contrats d'embauche dans diverses entreprises économiques et de services nationales, dans le cadre des efforts visant à diversifier et moderniser l'économie nationale et à créer un environnement propice à l'innovation". Cette démarche "vise à garantir la stabilité à cette élite et à appuyer sa

contribution au développement de l'économie de la connaissance au service de la société", explique le ministre, précisant qu'"il s'agit de 107 étudiants de l'ENSIA et de 50 étudiants de l'ENSM". Concernant le Salon offres d'emploi, le ministre a souligné que de tels événements ont vocation à "créer des passerelles entre les domaines de l'IA et des mathématiques et les opérateurs économiques". De leur côté, les étudiants présents au salon ont salué cette initiative, y voyant une opportunité pour découvrir les débouchés et les exigences du marché du travail. Plusieurs représentants d'entreprises participant à ce salon ont indiqué que les domaines des mathématiques et de l'intelligence artificielle étaient désormais intégrés dans tous les secteurs, d'où l'importance de se rapprocher des diplômés dans ces spécialités pour leur offrir la possibilité de rejoindre des entreprises nationales dès leur graduation.

Publicité

MOTOREST matériel agricole

5^{ÈME} ÉDITION

ÉVÉNEMENT

LA MÉCANISATION ET L'INTÉGRATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DANS LES CULTURES STRATÉGIQUES AU SUD

À l'occasion de la 5^e édition de notre rencontre annuelle.

Nous vous invitons à participer à une rencontre avec des experts du domaine agricole.

DU 27 AU 29 NOVEMBRE 2025
ADRAR - ALGÉRIE



SOYEZ AU RENDEZ VOUS !

ASSURANCES

«AM Best» attribue des notations satisfaisantes à la SAA

La Société nationale d'assurance (SAA) a annoncé, jeudi, avoir obtenu de l'agence de notation internationale "AM Best", des notations "satisfaisantes" sur sa solidité financière et de crédit, assorties de perspectives stables. "L'Agence internationale AM Best, spécialisée dans la notation des sociétés d'assurance et de réassurance, a dans son communiqué de presse du 10 novembre 2025, affirmé la notation de solidité financière B (Bonne) et la notation de crédit émetteur à long terme « bb+ » (Bonne) de la Société nationale d'assurance (SAA)", a-t-elle in-

diqué dans un communiqué. L'agence AM Best a attribué également à la SAA la notation "Exceptionnelle" à l'échelle nationale (NSR) algérienne "aaa.DZ", avec la perspective stable, a précisé la SAA en notant qu'elle est "la première compagnie d'assurance à être noté dans cette catégorie en Algérie". Ces notations reflètent, "la force bilancielle de la SAA, qualifiée de très solide par l'agence, ainsi que sa performance opérationnelle satisfaisante et son profil d'affaires neutre (équilibré)", a ajouté la compagnie. L'évaluation a tenu compte, aussi, des "bons ni-

veaux de liquidité de la société, soutenus par d'importants avoirs en trésorerie et en obligations d'Etat (environ 65 % du total des investissements), qui se sont traduits par un ratio des actifs liquides sur le passif total de 107% à la fin de l'exercice 2024". La SAA a réalisé un chiffre d'affaires de 33 milliards DA (235 millions USD) en 2024, avec une part de marché estimée à plus de 20% et dispose d'une position de leader sur le segment de l'assurance automobile, ainsi que des positions solides dans les segments des risques commerciaux, souligne la même source.